

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 727

10 mars 2016

SOMMAIRE

Antin Infrastructure Luxembourg IX	34857	Raphael Paysages	34851
Black Screen S.à r.l.	34853	Regenbogenzwei S.A.	34890
ContourGlobal Africa Holdings S.à r.l.	34856	RigNet Global Holdings	34851
Deel Acquisitions S.à r.l.	34856	RigNet Luxembourg Holdings	34851
Dolphinus S.A.	34856	Royal Peak Invest	34871
Emerisque Luxembourg S.à r.l.	34856	Scania Luxembourg S.A.	34852
Ephios PV G.P. S.à r.l.	34856	Schreinerei Wilmes Patrick S. à r.l.	34850
HIGHSTREET Premium I HoldCo S.à r.l. ..	34884	Self Service Vivot S.à r.l.	34855
Highstreet VI HoldCo S.à r.l.	34884	ShopWings Global S.à r.l.	34852
Hoganas S.A.	34850	SLPF S.A. Société Luxembourgeoise de Place- ment et de Financement	34850
Huhtalux S.à r.l.	34881	Taurus Investments S.à r.l.	34855
Hydroneo Cosau S.à r.l.	34850	TKS Warschauer Strasse S.à r.l.	34854
Hydroneo Palanzano S.à r.l.	34850	Tous Bois S.à r.l.	34855
Intellectual Property Holdings S.A.	34888	Underwood Lamb International S.A.	34855
Invesco Real Estate - UK Residential Fund S.à r.l.	34886	USD Rail International S.à r.l.	34854
Invesco Real Estate - UK Residential S.à r.l.	34886	USD Terminals International II S.à r.l.	34854
Naborien S.à r.l.	34890	USD Terminals International S.à r.l.	34854
Plustone	34852	Vipaero (Luxembourg) S. à r. l.	34854
Poolco 1 S.A.	34852	Vivianite S.A.	34855
Poolco 2 S.à r.l.	34851	Weather Finance II S.à r.l.	34853
Propoze	34851	Weather Finance I S.à r.l.	34853
PSF Mechanik GmbH	34852	WPHD Welcome Private Hospitality Develop- ment S.A.	34853
PSH S.A.	34896		

Hoganas S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 100.183.

—

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 4 septembre 2015

- L'Assemblée renouvelle les mandats des administrateurs René FALTZ, Thomas FELGEN et Laurent BARNICH et du commissaire aux comptes LUXEMBOURG OFFSHORE MANAGEMENT COMPANY S.A., en abrégé LOMAC S.A. qui prendront fin lors de l'Assemblée générale qui se tiendra en 2021.

Référence de publication: 2016003796/11.

(160002154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2016.

Hydroneo Cosau S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 175.212.

—

Nous vous informons que SGG S.A. a pris la décision de résilier la convention de domiciliation 412F, route d'Esch L-1471 Luxembourg signée avec la société HYDRONEO COSAU (RCS Luxembourg n° B175212), et ceci avec effet au 5 janvier 2016.

Certifié sincère et conforme

SGG S.A.

Signatures

Référence de publication: 2016003799/12.

(160002488) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2016.

Hydroneo Palanzano S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 175.211.

—

Nous vous informons que SGG S.A. a pris la décision de résilier la convention de domiciliation 412F, route d'Esch L-1471 Luxembourg signée avec la société (Luxembourg n° B175211), et ceci avec effet au 5 janvier 2016.

Certifié sincère et conforme

SGG S.A.

Signatures

Référence de publication: 2016003800/11.

(160002487) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2016.

SLPF S.A. Société Luxembourgeoise de Placement et de Financement, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 161.626.

—

Le bilan au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 février 2016.

Référence de publication: 2016062617/10.

(160023663) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2016.

Schreinerei Wilmes Patrick S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9990 Weiswampach, 82, Duarrefstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 113.962.

—

Le bilan au 31.12.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016062601/10.

(160023553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2016.

RigNet Global Holdings, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 169.270.

Les comptes consolidés de la société mère au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Rignet Global Holdings S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2016062545/12.

(160023841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2016.

RigNet Luxembourg Holdings, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 173.931.

Les comptes consolidés de la société mère au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Rignet Luxembourg Holdings S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2016062546/12.

(160023846) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2016.

Raphael Paysages, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5808 Fentange, 2, rue Jean-Baptiste Stiff.
R.C.S. Luxembourg B 164.655.

Les comptes annuels au 31.12.14 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016062542/10.

(160023263) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2016.

Poolco 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 150.429.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016062528/10.

(160023766) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2016.

Propoze, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1937 Luxembourg, 29, rue Auguste Liesch.
R.C.S. Luxembourg B 142.447.

Les comptes annuels au 31.12.14 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016062533/10.

(160023259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2016.

PSF Mechanik GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9964 Huldange, 3, Op d'Schmëtt.

R.C.S. Luxembourg B 102.961.

Le bilan au 31.12.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016062534/10.

(160023652) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2016.

Plustone, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4051 Esch-sur-Alzette, 68-70, rue du Canal.

R.C.S. Luxembourg B 172.290.

Les comptes annuels au 31.12.14 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016062523/10.

(160023256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2016.

Poolco 1 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 150.433.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016062527/10.

(160023787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2016.

ShopWings Global S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 22.572,00.**

Siège social: L-1736 Luxembourg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 188.604.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en date du 1^{er} juillet 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2447 du 11 septembre 2014.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ShopWings Global S.à r.l.

Référence de publication: 2016062579/15.

(160023549) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2016.

Scania Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 23, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 53.044.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016062599/9.

(160023160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2016.

Weather Finance I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2352 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Probst.

R.C.S. Luxembourg B 144.733.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016062685/11.

(160023580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2016.

Weather Finance II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2352 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Probst.

R.C.S. Luxembourg B 144.734.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016062686/11.

(160023844) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2016.

WPHD Welcome Private Hospitality Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 7, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 174.733.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour WPHD Welcome Private Hospitality Development S.A.

United International Management S.A.

Référence de publication: 2016062695/11.

(160022910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2016.

Black Screen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 177.328.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 décembre 2015.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2015212102/14.

(150238694) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

USD Terminals International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: CAD 1.000.000,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, avenue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 181.650.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 5 février 2016.

Référence de publication: 2016062671/11.

(160023460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2016.

USD Rail International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: CAD 40.000,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 181.698.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 5 février 2016.

Référence de publication: 2016062669/11.

(160023449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2016.

USD Terminals International II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: CAD 40.000,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 183.865.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 5 février 2016.

Référence de publication: 2016062670/11.

(160023490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2016.

Vipaero (Luxembourg) S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 148.459.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 février 2016.

Un mandataire

Référence de publication: 2016062676/11.

(160023157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2016.

TKS Warschauer Strasse S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 186.381.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour TKS Karl-Marx-Strasse S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2016062663/11.

(160023184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2016.

Tous Bois S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3925 Mondercange, 23, rue des Fleurs.

R.C.S. Luxembourg B 181.654.

Les comptes annuels au 31.12.14 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016062664/10.

(160023973) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2016.

Vivianite S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 18, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 157.309.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016062679/9.

(160024039) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2016.

Underwood Lamb International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 26.451.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04.02.2016.

Référence de publication: 2016062668/10.

(160023054) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2016.

Taurus Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 45.000,00.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 56, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 158.900.

Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2016062641/12.

(160023610) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2016.

Self Service Vivot S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4112 Esch-sur-Alzette, 2, place de l'Europe.

R.C.S. Luxembourg B 75.227.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2016062605/11.

(160024456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2016.

Deel Acquisitions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 197.815.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 décembre 2015.

Référence de publication: 2015212230/10.

(150239168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Emerisque Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 1, Côte d'Eich.
R.C.S. Luxembourg B 184.575.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 décembre 2015.

Référence de publication: 2015212268/10.

(150239308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Dolphinus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 165.684.

Les statuts coordonnés au 17/12/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 décembre 2015.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2015212257/12.

(150238436) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Ephios PV G.P. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 198.871.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Pétange, le 15 octobre 2015.

Pour statuts coordonnés

Maître Jacques KESSELER

Notaire

Référence de publication: 2015212271/13.

(150238635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

ContourGlobal Africa Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.
R.C.S. Luxembourg B 156.688.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 1741 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015212170/9.

(150238426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Antin Infrastructure Luxembourg IX, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 172.441.

In the year two thousand and fifteen, on the fifteenth day of December,
Before Us Maître Martine Schaeffer, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

(1) Antin Infrastructure Partners FCPR, a venture capital mutual investment fund (fonds commun de placement à risques) having its office at 374, rue Saint-Honoré, F-75001 Paris, represented by Antin Infrastructure Partners SAS, its management company, having its registered office at 374, rue Saint-Honoré, F-75001 Paris, registered with the Paris trade and companies registry under number 789 002 300, represented by Mr Alain Rauscher, President of Antin Infrastructure Partners SAS, having his professional address at 374, rue Saint-Honoré, F-75001 Paris;

(2) Mr Frédéric Zimer, born on 8 September 1957 in Neuilly-sur-Seine (France), residing in France at 8 bis, Impasse Césaire, 92240 Malakoff;

(3) Mr Didier Quillot, born on 18 May 1959 in Mas Grenier (France), residing in France at 15, rue Ernest Cognacq, 92300 Levallois-Perret;

(4) Mr Cédric Lépolard, born on 24 March 1979 in Château Thierry (France), residing in France at 62, rue Marjolin, 92300 Levallois Perret;

(5) Mr Bruno Quennesson, born on 9 March 1962 in Puteaux (France), residing in France at 18 bis, rue du Bois, 92000 Nanterre;

(6) Mr Pierre Cassier, born on 27 October 1972 in Paris (France), residing in France at 95, avenue de Paris, 92320 Châtillon; and

(7) DQ Participation, a limited liability company (société à responsabilité limitée) established under the laws of France, having its registered office at 5, avenue de Messine, 75008 Paris (France), registered under 803 806 231 R.C.S. Paris;

(the Shareholders),

each being represented by Allen & Overy, société en commandite simple, itself represented by Mr Olivier Thill, jurist, with professional address in Luxembourg, by virtue of powers of attorney given under private seal.

Said proxies, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing parties and by the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed.

The Shareholders, in the capacity in which they act, have requested the undersigned notary to act that they represent the entire share capital of the Company, denominated “Antin Infrastructure Luxembourg IX”, a public limited company (société anonyme) established under the laws of Luxembourg, the registered office of which is at 37A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 172.441. The Company has been incorporated pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer dated 26 October 2012, published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations* -N°2901 of 29 November 2012 (the Company). The articles of association of the Company (the Articles) have been amended several times and for the last time by a deed of Maître Martine Schaeffer dated 13 November 2015, not yet published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations*.

The Shareholders acknowledge that the present extraordinary general meeting (the Meeting) is regularly constituted and that it may validly deliberate on the following agenda (the Agenda):

Agenda

1. Waiver of convening notices;
2. Creation of a new class of shares denominated “class C”;
3. Amendment of article 6 of the Articles;
4. Amendment of article 20 of the Articles;
5. Renumbering of article 23 of the Articles;
6. Adjunction of a new article 23.2 to the Articles;
7. Renumbering of article 24 of the Articles;
8. Adjunction of a new article 24.2 to the Articles;
9. Amendment of article 25 of the Articles;
10. Submission of the report of the board of directors within the meaning of article 32-3(5) of the Luxembourg Companies Act of 10 August 1915, as amended, to the general meeting of Shareholders with respect to the waiver of preferential right of subscription of the Shareholders in connection with the increase of the share capital (as referred to in items (12) and (13) below);

11. Waiver and/or limitation by the Shareholders of their pre-emptive rights for the purpose of (and to the extent required for) the increase of the share capital as referred to in items (12) and (13) below in favour of Mr Frédéric Zimer, Mr Cédric Lépolard, Mr Bruno Quennesson, Mr Pierre Cassier and DQ Participation;

12. Increase of the share capital of the Company by an amount of EUR 1,050 (one thousand fifty euro), in order to raise it from its current amount of EUR 1,704,370 (one million seven hundred four thousand three hundred seventy euro) to an amount of EUR 1,705,420 (one million seven hundred five thousand four hundred twenty euro), by way of the issuance of 105 (one hundred five) new class C shares having a par value of EUR 10 (ten euro) each, and offer of these new class C shares for subscription by Mr Frédéric Zimer, Mr Cédric Lépolard, Mr Bruno Quennesson, Mr Pierre Cassier and DQ Participation, for a subscription price of EUR 5,000 (five thousand euro) per new class C share;

13. Subscription to the new class C shares referred to in item (4) above in cash by Mr Frédéric Zimer, Mr Cédric Lépolard, Mr Bruno Quennesson, Mr Pierre Cassier and DQ Participation, and payment in full of the subscription price per new class C share of EUR 5,000 (five thousand euro);

14. Subsequent amendment of article 5 of the Articles in order to reflect the creation of the class C shares and the share capital increase under item (12) above; and

15. Amendment to the share register of the Company in order to reflect the share capital increase under item (12) above, with grant of a power of attorney to any director of the Company, with full power of substitution, to reflect the creation of a new class of shares and to proceed to the registration of the newly created and issued class C shares in the share register of the Company in the name and on behalf of the Company.

This having been declared, the Shareholders, represented as stated above, have taken unanimously the following resolutions:

First resolution

The entirety of the corporate share capital being represented at the present Meeting, the Meeting waives the convening notices; the Shareholders represented consider themselves as duly convened and declare having perfect knowledge of the Agenda which has been communicated to them in advance.

Second resolution

The Shareholders of the Company resolve to create a new class of shares denominated “class C shares”.

All the shares of the Company will remain ordinary shares.

The class C shares will entitle their holders by priority to the portion of the distributable profits of the Company that is attributable to them pursuant to article 20 of the Articles. Losses of the Company shall continue to be allocated by priority to the class A shares. All costs suffered by the Company will continue to be allocated to the class A shares.

Upon the liquidation of the Company, the class A shares, the class B shares and the class C shares will entitle their holders to the proceeds resulting from the liquidation of the Company, allocated among the three classes of shares in accordance with article 20 of the Articles.

Third resolution

As a consequence of the preceding resolution, the Shareholders of the Company resolve to amend the fifth paragraph of article 6 of the Articles, which shall be henceforth reworded as follows:

“The Board is authorised to redeem shares of the Company by any means, including without limitation under share redemption agreements, option agreements, and exchange agreements, against a cash consideration or a consideration in kind, on the terms and conditions to be set out by the Board, provided that:

(i) the maximum number of shares of the Company that can be redeemed from time to time under this authorisation shall be equal to the number of shares of the Company outstanding from time to time less the number of shares of the Company representing the minimum share capital required by the Companies Act for a public limited liability company (société anonyme);

(ii) the redemption price of the A Shares, whether it is paid in cash or in kind, shall be set at EUR 10 (ten euro) per share redeemed;

(iii) the redemption price of the B Shares, whether it is paid in cash or in kind, shall be set by application of the principles exposed under article 23.1 below; and

(iv) the redemption price of the C Shares, whether it is paid in cash or in kind, shall be set by application of the principles exposed under article 23.2 below.”

Fourth resolution

As a consequence of the preceding resolutions, the Shareholders of the Company resolve to amend article 20 of the Articles, which shall be henceforth reworded as follows:

“ **Art. 20. Allocation of profits.** From the annual net profits of the Company, 5% (five per cent.) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to 10% (ten per cent.) of the capital of the Company as stated or as increased or reduced from time to time as provided in article 5 above.

The annual net profits of the Company that are not allocated to the reserve required by law shall be allocated between the A Shares, the B Shares and the C Shares in accordance with the following principles:

(i) to the B Shares, it shall be allocated a right to a preferential dividend determined in accordance with the provisions of article 23.1 of these Articles;

(ii) to the C Shares, it shall be allocated a right to a preferential dividend determined in accordance with the provisions of article 23.2 of these Articles; and

(iii) to the A Shares, it shall be allocated the annual net profits of the Company that are not attributed to the B Shares or the C Shares. The annual net losses of the Company shall be allocated by priority to the A Shares.

The General Meeting shall determine how the annual net profits allocated to the A Shares shall be disposed of and it may alone decide to pay dividends from time to time, as in its discretion believes best suits the corporate purpose and policy. The General Meeting shall be bound to automatically distribute the annual net profits of the Company that are allocated to the B Shares and the C Shares, provided that such distributions shall in all cases be mentioned in the convening notice to the General Meeting established in accordance with article 10, except (i) if such distributions would be contrary to the corporate interest of the Company or (ii) in the case where holders of B Shares or of C Shares have made, at least 2 (two days) prior to the holding of the General Meeting (but after having received the convening notice to the General Meeting), a request to the holders of the A Shares to retain the net profits of the Company that are attributable to them, for such portion of the net profits of the Company that is attributable to said holders of B Shares or C Shares.

The dividends may be paid in euro or any other currency selected by the Board and they may be paid at such places and times as may be determined by the Board. The Board may decide to pay interim dividends under the conditions and within the limits laid down in the Companies Act 1915.”

Fifth resolution

The Shareholders of the Company resolve:

(i) to renumber article 23 of the Articles as article 23.1., the heading of which shall henceforth read as follows:

“ **Art. 23.1. Financial rights of the B Shares**”. and

(ii) to amend any references to article 23 in the Articles accordingly.

Sixth resolution

The Shareholders of the Company resolve to adjoin a new article 23.2 to the Articles, which shall be worded as follows:

“ **Art. 23.2. Financial rights of the C Shares.** In addition to the political rights conferred on them by law and the bylaws of the Company, the financial rights of the ADP 2015 AIL IX (the Rights to ADP 2015 AIL IX's Proceeds) are described below.

For the purposes of this article 23.2 and of article 24.2, words and phrases starting with a capital letter, and not otherwise defined in this article 23.2, shall have the meaning assigned to them in article 25.

The ADP 2015 AIL IX will be entitled, as a whole, upon the occurrence of the following events, to financial rights calculated as follows (it being understood that apart from the following cases, the ADP 2015 AIL IX will not receive any financial rights):

a) upon the occurrence of an ADP AIL X Trigger: the ADP 2015 AIL IX will give right in the form of a dividend or in the form of a share in the liquidation proceeds when the ADP AIL X Trigger is followed by an AIL IX Liquidation, to an amount equal to the Rights to ADP 2015 AIL X's Proceeds related to the ADP 2015 AIL X issued by AIL X;

b) upon the occurrence of an ADP AIL IX Trigger: the ADP 2015 AIL IX will give right to an amount calculated by applying the following formula and which will be due in the form of (a) a share of the sale price attributable to the ADP 2015 AIL IX when the ADP AIL IX Trigger is a Change in Control or (b) a dividend when the ADP AIL IX Trigger is a distribution of dividend by AIL IX or lastly (c) in the form of a share of the liquidation proceeds when the ADP AIL IX Trigger is a Liquidation:

Rights to ADP 2015 AIL IX's Proceeds = Target ADP CG - ADP AIL IX CG - ADP 2015 AIL IX Intermediary Collections + ADP 2015 AIL IX's subscription price (i.e. EUR 525,000)

Where:

Target ADP CG means an amount equal to (a) the Theoretical Share of the ADP multiplied by (b) the Antin Gross CG;

Theoretical Share of the ADP means the result, expressed in percentage, of (i) the amount of the Theoretical ADP AIL IX CG divided by (ii) the Theoretical Antin Gross CG;

Theoretical ADP AIL IX CG means an amount equal to the positive difference between (A) and (B), where:

(A) is the theoretical amount of the Rights to ADP AIL IX's Proceeds such as it would have been calculated, in the context of the relevant ADP AIL IX Trigger, using (i) for the purpose of the calculation of the Collections of the Financial Investor, the amount that would have been received if AIL X had held 85% of the share capital of FPS Towers (and not 100%) and (ii) for the purpose of the calculation of the Disbursements of the Financial Investor, the total amount of the Disbursements of the Financial Investor minus the amount of the Disbursements made to finance the acquisition by AIL X of the 15% of FPS Towers, formerly held by Bouygues Telecom; and

(B) is the total subscription price of the ADP AIL IX, i.e. EUR 1,645,000;

Theoretical Antin Gross CG means an amount equal to the theoretical amount of the Antin Gross CG (as defined in article 25 hereunder) as it would have been calculated, in the context of the relevant ADP AIL IX Trigger, using (i) for the purpose of the calculation of the Collections of the Financial Investor, the amount that would have been received if AIL X had held 85% of the share capital of FPS Towers (and not 100%) and (ii) for the purpose of the calculation of the Disbursements of the Financial Investor, the total amount of the Disbursements of the Financial Investor minus the amount of the Disbursements made to finance the acquisition by AIL X of the 15% of FPS Towers, formerly held by Bouygues Telecom;

ADP AIL IX CG means the positive difference between (a) the amount of the Rights to ADP AIL IX's Proceeds, calculated in the context of the relevant ADP AIL IX Trigger and (b) the total subscription price of the ADP AIL IX, i.e. EUR 1,645,000;

ADP 2015 AIL IX Intermediary Collections means the sum of all Collections received, if any, by the ADP 2015 AIL IX holders from the date of issuance of the ADP 2015 AIL IX and until the date of the ADP AIL IX Trigger (or their predecessors from the date of issuance of the ADP 2015 AIL IX) plus the amount of preferred dividends to which the ADP 2015 AIL IX would have been entitled under previous ADP AIL IX Triggers.

In the event where the ADP AIL IX Trigger is a Collection by the Financial Investor that would not occur in the context of an Exit, the ADP 2015 AIL IX holders may decide (at a majority in voting rights attached to their ADP 2015 AIL IX) that (i) the ADP 2015 AIL IX will receive a dividend of an equal amount to the Rights to ADP 2015 AIL IX's Proceeds calculated in the context of the relevant ADP 2015 AIL IX Trigger or that (ii) the ADP 2015 AIL IX will benefit from a right to receive a preferred dividend on all of the other collections received in the context of the Exit in an amount equivalent until the Exit (the latter not bearing any interest).

It is specified for the avoidance of doubt, that regardless of the circumstances under which the ADP 2015 AIL IX will give access to financial rights, the sum of all Collections that the ADP 2015 AIL IX holders shall be entitled to receive from the date of issuance of the ADP 2015 AIL IX until the sale or repurchase of the ADP 2015 AIL IX shall not exceed the amount of the Target ADP CG minus the amount of the ADP AIL IX CG and plus the amount of the subscription price of the ADP 2015 AIL IX (i.e. EUR 525,000).

Notwithstanding the above, it is agreed that in the event where the sale price, or the value, for 100% of the share capital and voting rights of AIL IX, resulting from the AIL IX Trigger is lower than EUR 405,000,000, then the amount of the Rights to ADP 2015 AIL IX's Proceeds shall be equal to 0.”.

Seventh resolution

The Shareholders of the Company resolve:

(i) to renumber article 24 of the Articles as article 24.1., the heading of which shall henceforth read as follows:

“ **Art. 24.1. Automatic conversion of the B Shares**”. and

(ii) to amend any references to article 24 in the Articles accordingly.

The Shareholders acknowledge that, in the definition of “Prix de l'Opération” in the French version of current article 24, the reference to “AIL X” is a material error and should be a reference to “AIL IX”. The Shareholders resolve to proceed to the rectification of this error in order to reflect the English version of current article 24.

Eighth resolution

The Shareholders of the Company resolve to adjoin a new article 24.2 to the Articles, which shall be worded as follows:

“ **Art. 24.2. Automatic conversion of the C Shares.** In the event where the ADP AIL IX Trigger is an Initial Public Offering or a Change in Control under which the holders of ADP AIL IX do not exercise their Total Tag Along Right (as defined under the term "Droit de Cession Conjointe Totale" in the Shareholders' Agreement) and where the Financial Investor does not exercise his Drag Along Right (as defined in the Shareholders' Agreement), the ADP 2015 AIL IX will automatically convert into common shares as follows.

All the ADP 2015 AIL IX will be converted into a total number of common shares equal to the result of the following formula:

$NAO = VADP / \text{Price of the Transaction}$

Where:

NAO means the number of common shares issued by the conversion of all ADP 2015 AIL IX; and

VADP means the Rights to ADP 2015 AIL IX's Proceeds in the context of the relevant ADP AIL IX Trigger (excluding, for the avoidance of doubt, the ADP 2015 AIL IX Intermediary Collections);

Price of the Transaction means the value of an AIL IX common share as part of the relevant transaction (either the Initial Price in the case of an Initial Public Offering, or the unit price of an AIL IX common share under the Change in Control).”.

Ninth resolution

As a consequence of the preceding resolutions, the Shareholders of the Company resolve to amend article 25 of the Articles as follows:

(a) before the definition of “ADP AIL IX”, the following definitions shall be inserted:

“ADP 2015 AIL IX means the C Shares issued by AIL IX and subscribed by the Managers;

ADP 2015 AIL X means the class C preference shares issued by AIL X and subscribed by AIL IX;”;

(b) the definition of “ADP AIL IX” shall be reworded as follows:

“ADP AIL IX means the B Shares issued by AIL IX and subscribed by the Managers;”;

(c) the definition of “ADP AIL X” shall be reworded as follows:

“ADP AIL X means the class B preference shares issued by AIL X and subscribed by AIL IX;”;

(d) before the definition of “Change in Control”, the following definitions shall be inserted:

“ADP AIL X Trigger has the meaning ascribed to the terms “Trigger” in the articles of association of AIL X;

Antin Gross CG means, at the date of a ADP AIL IX Trigger, the amount of the gross capital gains made by the Financial Investor, i.e. an amount equal to the difference (if it is positive) between (i) the total amount of the Collections of the Financial Investor and (ii) the total amount of the Disbursements of the Financial Investor.

It is specified that for the calculation of the Antin Gross CG:

(i) the Antin Gross CG shall be calculated before any allocation of proceeds to the ADP AIL IX and to the ADP 2015 AIL IX (the Collections of the Financial Investors will be calculated based on the assumption that the Rights to ADP AIL IX's Proceeds and to the Rights to ADP 2015 AIL IX's Proceeds are equal to zero, any flow that may be received by the holders of ADP AIL IX and of ADP 2015 AIL IX before the relevant ADP AIL IX Trigger shall be restated as if it had not been received);

(ii) in the event of an Initial Public Offering, if the Financial Investor retains some of his shares or other securities, he will be deemed to have assigned all these shares or other securities at a price per share equal to the Initial Price;

(iii) in the event of a Change in Control in which the Financial Investor retains a portion of his shares or other securities, the Financial Investor will be deemed to have assigned, at the date of the Change in Control, all these shares or other securities at a price per share equal to the price per share emerging from the transaction of the Change in Control;

(iv) the commissions or management fees paid to the Financial Investor (if any) will be included in the Financial Investor's Collections (for their amount net of taxes);

(v) will be deducted from the Financial Investor's Collection the amount of all expenses, fees and other outgoings for external advice related to the acquisition, holding and management, or the transfer of AIL IX, AIL X and FPS Towers' shares or securities, payable immediately or in the future, which will reduce the net amount received by the Financial Investor; and

(vi) in the event that the Financial Investor would have made additional Disbursements after the date of issuance of the ADP 2015 AIL IX, the Antin Gross CG shall be reduced of the amount of the gross capital gains made by the Financial Investor on the additional shares issued in the context of these subsequent Disbursements.”;

(e) the definition of “Gross Antin Multiple” shall be reworded as follows:

“Gross Antin Multiple means, at the date of a given ADP AIL IX Trigger, the sum of all the Financial Investor's Collections divided by the sum of all the Financial Investor's Disbursements.

It is specified, to calculate the Gross Antin Multiple, that:

(vii) the Gross Antin Multiple will be calculated before any allocation of the proceeds to the ADP AIL IX and the ADP 2015 AIL IX (therefore the Financial Investor's Collections will be calculated based on the assumption that the Rights to ADP AIL IX's Proceeds and the Rights to the ADP 2015 AIL IX's Proceeds are equal to zero, any flow that may be received by the holders of ADP AIL IX and of ADP 2015 AIL IX before the relevant ADP AIL IX Trigger shall be restated as if it had not been received);

(viii) in the event of an Initial Public Offering, if the Financial Investor retains some of its shares or other securities, they will be deemed to have assigned all these shares or other securities at a price per share equal to the Initial Price;

(ix) in the event of a Change in Control in which the Financial Investor retains a portion of its shares or other securities, the Financial Investor will be deemed to have assigned, at the date of the Change in Control, all these shares or other securities at a price per share equal to the price per share emerging from the transaction of the Change in Control;

(x) the commissions or management fees paid to the Financial Investor (if any) will be included in the Financial Investor's Collections (for their amount net of taxes);

(xi) will be deducted from the Financial Investor's Collection the amount of all expenses, fees and other outgoings for external advice related to the acquisition, holding and management, or the transfer of AIL IX, AIL X and FPS Towers' shares or securities, payable immediately or in the future, which will reduce the net amount received by the Financial Investor;

(xii) in the event that the ADP AIL IX Trigger is an Exit and where the Financial Investor would have made a Disbursement less than 12 months before the completion date of an Exit (a Short Term Disbursement), then (a) the amount of this Short Term Disbursement will not be taken into account in the sum of the Financial Investor's Disbursements and (b) will be deducted from the Financial Investor's Collections an amount equal to the Short Term Disbursement increased by an 8% interest per annum calculated prorata temporis between the date of the Short Term Disbursement and the date of completion of the Exit; and

(xiii) in the event where the Financial Investor has received, after the date of issuance of ADP AIL IX, a Disbursement followed by a Collection (of a kind referred to in (i) the definition of “Collection” above) less than 12 months after the date of this Disbursement, then (a) the Disbursement in question will be reduced by an amount (the Reduction Amount) equal to the share of the relevant Disbursement which exceeds 5% of the all Disbursements and (b) will be deducted from the Financial Investor's Collections an amount equal to the Reduction Amount increased by a 8% interest per annum calculated prorata temporis between the date of the relevant Disbursement and the date of the relevant Collection.”;

(f) it being acknowledged that the definition of “ADP AIL X's Proceeds” refers to the term “Rights to ADP AIL X's Proceeds” defined in the articles of association of AIL X, such definition shall be amended accordingly in the Articles of the Company and replaced in alphabetical order before the definition of “Shareholders' Agreement”;

(g) after the definition of “Rights to ADP AIL X's Proceeds”, the following definition is inserted:

“Rights to ADP 2015 AIL X's Proceeds has the meaning ascribed to such term, and is calculated in accordance with the rules set out, in the articles of association of AIL X;”.

Tenth resolution

The Shareholders notes that (a) the Company will issue 105 (one hundred five) new class C shares of the Company for a subscription price of EUR 5,000 (five thousand euro) per new class C share at the occasion of the Meeting, and (b) such new class C shares will be subscribed by Mr Frédéric Zimer, Mr Cédric Lépolard, Mr Bruno Quennesson, Mr Pierre Cassier and DQ Participation (together, the Subscribers).

The Meeting acknowledges that (a) the report whereby the board of directors of the Company (i) recommends to the Shareholders to waive their preferential subscription rights in favour of the Subscribers, and (ii) justifies the price of EUR 5,000 (five thousand euro) per class C share (the Report), has been read to the Meeting, and (b) a copy of the Report has been presented to the Meeting.

Eleventh resolution

In light of the preceding resolution, the Meeting resolves to accept and record the following interventions relating to the waiver of the pre-emptive rights of the Shareholders of the Company for the purpose of (and to the extent required for) the issuance of new class C shares, as set out under the twelfth resolution.

Interventions

All the Shareholders of the Company, each being represented as described above, declare to individually waive and/or limit their pre-emptive rights for the purpose of (and to the extent required for) the issuance of new class C shares, as set out under the twelfth resolution.

Twelfth resolution

The Shareholders resolve:

(i) to increase the share capital of the Company by an amount of EUR 1,050 (one thousand fifty euro), in order to raise it from its previous amount of EUR 1,704,370 (one million seven hundred four thousand three hundred seventy euro), represented by 170,377 (one hundred seventy thousand three hundred seventy-seven) shares having a par value of EUR 10 (ten euro) each, divided in 2 (two) classes, to an amount of EUR 1,705,420 (one million seven hundred five thousand four hundred twenty euro), represented by 170,542 (one hundred seventy thousand five hundred forty-two) shares having a par value of EUR 10 (ten euro) each, divided into 3 (three) classes; and

(ii) to issue 105 (one hundred five) new class C shares, each share having a par value of EUR 10 (ten euro) (the New C Shares).

The Shareholders resolve that the New C Shares shall be offered for subscription at this Meeting to the Subscribers as follows, subject, to the extent required, to the waiver and/or limitation (as applicable) of their pre-emptive rights by the Shareholders:

Mr Frédéric Zimer, 60 (sixty) New C Shares;

Mr Cédric Lépolard, 6 (six) New C Shares;

Mr Bruno Quennesson, 10 (ten) New C Shares;

Mr Pierre Cassier, 5 (five) New C Shares; and

DQ Participation, 24 (twenty-four) New C Shares.

The Meeting further resolves that the New C Shares shall be subscribed and fully paid in cash for a subscription price per New C Share of EUR 5,000 (five thousand euro) and that the issuance of the New C Shares shall be effective immediately as of their full payment under the thirteenth resolution.

Thirteenth resolution

The Shareholders resolve to accept and record the following interventions for the subscription to the New C Shares and the full payment of the subscription price of the New C Shares, as follows:

Interventions - Subscription - Payment

1. Mr Frédéric Zimer declares to subscribe in cash to 60 (sixty) New C Shares having a nominal value of EUR 10 (ten euro) each, and to fully pay their subscription price, by way of a cash payment in an aggregate amount of EUR 300,000 (three hundred thousand euro);

2. Mr Cédric Lépolard declares to subscribe in cash to 6 (six) New C Shares having a nominal value of EUR 10 (ten euro) each, and to fully pay their subscription price, by way of a cash payment in an aggregate amount of EUR 30,000 (thirty thousand euro);

3. Mr Bruno Quennesson declares to subscribe in cash to 10 (ten) New C Shares having a nominal value of EUR 10 (ten euro) each, and to fully pay their subscription price, by way of a cash payment in an aggregate amount of EUR 50,000 (fifty thousand euro);

4. Mr Pierre Cassier declares to subscribe in cash to 5 (five) New C Shares having a nominal value of EUR 10 (ten euro) each, and to fully pay their subscription price, by way of a cash payment in an aggregate amount of EUR 25,000 (twenty-five thousand euro); and

5. DQ Participation declares to subscribe in cash to 24 (twenty-four) New C Shares having a nominal value of EUR 10 (ten euro) each, and to fully pay their subscription price, by way of a cash payment in an aggregate amount of EUR 120,000 (one hundred twenty thousand euro).

All the 105 (one hundred five) New C Shares have been fully subscribed and paid up by a contribution in cash by the Subscribers, so that the sum of EUR 525,000 (five hundred twenty-five thousand euro) is at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary who expressly bears witness to it.

The Shareholders acknowledge that the cash payments in consideration for the issuance of the New C Shares in the aggregate amount of EUR 525,000 (five hundred twenty-five thousand euro) are allocated as follows:

- (i) an amount of EUR 1,050 (one thousand fifty euro) to the share capital account of the Company; and
- (ii) an amount of EUR 523,950 (five hundred twenty-three thousand nine hundred fifty euro) to the share premium account of the Company.

Fourteenth resolution

As a consequence of the preceding resolutions, the Meeting resolves to amend the first paragraph of article 5 of the Articles, which shall be henceforth reworded as follows:

“ **Art. 5. Share capital.** The share capital is set at EUR 1,705,420 (one million seven hundred five thousand four hundred twenty euro), consisting of 170,542 (one hundred seventy thousand five hundred forty-two) ordinary shares in registered form with a par value of EUR 10 (ten euro) each, which are fully paid-up and divided into classes as follows:

1. 170,108 class A shares (the A Shares);
2. 329 class B shares (the B Shares); and
3. 105 class C shares (the C Shares).”.

Fifteenth resolution

The Meeting resolves to amend the share register of the Company in order to reflect the above changes and hereby empowers and authorises any director of the Company, with full power of substitution, to reflect the creation of a new class of shares and to proceed with the registration of the newly issued class C shares in the share register of the Company and to see to any formalities in connection therewith in the name and on behalf of the Company.

Declaration

The undersigned notary declares that, in accordance with article 32-1 of the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended, (the Companies Act) the conditions prescribed by articles 26, 26-3 and 26-5 (with the terms of article 26-1 paragraph (2) being not applicable as no contribution for assets other than cash was made at this Meeting) of the Companies Act, have been fulfilled, and expressly bears witness to their fulfilment.

There being no further business on the Agenda of the Meeting, the Meeting is closed.

Costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 2000.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The deed having been read to the Meeting and the appearing party, the appearing party signed together with us, the notary, the present original deed, no shareholder expressing the wish to sign.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le quinze décembre,

Par devant Maître Martine Schaeffer, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

ONT COMPARU:

(1) Antin Infrastructure Partners FCPR, un fonds commun de placement à risques ayant son siège au ayant son siège au 374, rue Saint-Honoré, F-75001 Paris, représenté par Antin Infrastructure Partners SAS, sa société de gestion, ayant son siège social au 374, rue Saint-Honoré, F-75001 Paris, enregistrée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 789 002 300, représentée par Mr Alain Rauscher, Président de Antin Infrastructure Partners SAS, ayant son adresse professionnelle au 374, rue Saint-Honoré, F-75001 Paris;

(2) Monsieur Frédéric Zimer, né le 8 septembre 1957 à Neuilly-sur-Seine (France), résidant en France au 8 bis, Impasse Césaire, 92240 Malakoff;

(3) Monsieur Didier Quillot, né le 18 mai 1959 à Mas Grenier (France), résidant en France au 15, rue Ernest Cognacq, 92300 Levallois-Perret;

(4) Monsieur Cédric Lépolard, né le 24 mars 1979 à Château Thierry (France), résidant en France au 62, rue Marjolin, 92300 Levallois Perret;

(5) Monsieur Bruno Quenesson, né le 9 mars 1962 à Puteaux (France), résidant en France au 18 bis, rue du Bois, 92000 Nanterre;

(6) Monsieur Pierre Cassier, né le 27 octobre 1972 à Paris (France), résidant en France au 95, avenue de Paris, 92320 Châtillon; et

(7) DQ Participation, une société à responsabilité limitée de droit français, ayant son siège au 5, avenue de Messine, 75008 Paris (France), enregistrée sous le numéro 803 806 231 R.C.S. Paris,

(les Actionnaires),

chacun étant représenté par Allen & Overy, société en commandite simple, elle-même représentée par M. Olivier Thill, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu de procurations données sous seing privé.

Lesdites procurations, après avoir été signée ne varietur par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentaire, resteront annexées au présent acte.

Les Actionnaires, en la capacité en vertu de laquelle ils agissent, ont demandé au notaire instrumentant de prendre acte de ce qu'ils représentent la totalité du capital social de la société anonyme dénommée «Antin Infrastructure Luxembourg IX», enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 172.441, organisée sous le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 37A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg (I+a Société). La Société a été constituée selon acte du notaire instrumentant du 26 octobre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association - N°2901 du 29 Novembre 2012. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés plusieurs fois et pour la dernière fois par un acte de Maître Martine Schaeffer daté du 13 novembre 2015, non-encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Les Actionnaires reconnaissent que la présente assemblée (l'Assemblée) est régulièrement constituée et peut valablement décider sur son ordre du jour (l'Agenda):

Agenda

1. Renonciation aux formalités de convocation;
2. Création d'une nouvelle classe d'actions dénommée «classe C»;
3. Modification de l'article 6 des Statuts;
4. Modification de l'article 20 des Statuts;
5. Renumérotation de l'article 23 des Statuts;
6. Adjonction d'un nouvel article 23.2 aux Statuts;
7. Renumérotation de l'article 24 des Statuts;
8. Adjonction d'un nouvel article 24.2 aux Statuts;
9. Modification de l'article 25 des Statuts;
10. Présentation du rapport du conseil d'administration au sens de l'article 32-3(5) de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée, à l'Assemblée en ce qui concerne la renonciation et/ou limitation aux/des droits de souscription préférentiels des Actionnaires en rapport à l'augmentation du capital social (telle que mentionnée sous les points (12) et (13) ci-dessous);
11. Renonciation à et/ou la limitation de leurs droits de souscription préférentiels par les Actionnaires pour les besoins de (et dans la mesure requise pour) l'augmentation de capital telle que mentionnée aux points (12) et (13) ci-dessous en faveur de Monsieur Frédéric Zimer, Monsieur Cédric Lépolard, Monsieur Bruno Quenesson, Monsieur Pierre Cassier et DQ Participation;
12. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de 1.050 (mille cinquante euros), pour le faire passer de son montant actuel de EUR 1.704.370 (un million sept cent quatre mille trois cent soixante-dix euros) à un montant de

EUR 1.705.420 (un million sept cent cinq mille quatre cent vingt euros), émission de 105 (cent cinq) nouvelles actions de classe C, d'une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune et offre de ces nouvelles actions de classe C à la souscription par Monsieur Frédéric Zimer, Monsieur Cédric Lépolard, Monsieur Bruno Quennesson, Monsieur Pierre Cassier et DQ Participation, pour un prix de souscription par action de EUR 5.000 (cinq-mille euros);

13. Souscription en numéraire aux nouvelles actions de classe C mentionnées au point (12) ci-dessus par Monsieur Frédéric Zimer, Monsieur Cédric Lépolard, Monsieur Bruno Quennesson, Monsieur Pierre Cassier et DQ Participation et libération intégrale du prix de souscription par nouvelle action de classe C de EUR 5.000 (cinq mille euros);

14. Modification consécutive de l'article 5 des Statuts afin d'y refléter l'augmentation de capital social de la Société mentionnée au point (12) ci-dessus; et

15. Modification du registre de parts sociales de la Société de façon à refléter les changements effectués ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout administrateur de la Société, avec tout pouvoir de substitution, de refléter la création d'une nouvelle classe d'actions et de procéder à l'enregistrement des parts sociales de classe C nouvellement émises dans le registre de parts sociales de la Société au nom et pour le compte de la Société.

Ceci ayant été déclaré, les Actionnaires, représentés comme indiqué ci-avant, ont pris unanimement les résolutions suivantes:

Première résolution

La totalité du capital social de la Société étant représentée à la présente Assemblée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation; les Actionnaires représentés à l'Assemblée se considèrent comme dûment convoqués et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'Agenda qui leur a été communiqué avant l'Assemblée.

Deuxième résolution

Les Actionnaires de la Société décident de créer une nouvelle classe d'actions dénommée «actions de classe C».

Toutes les actions de la Société resteront des actions ordinaires.

Les actions de classe C donneront droit à leurs détenteurs en priorité à une portion des bénéfices distribuables de la Société qui leur est attribuable par application des articles 20 des Statuts. Les pertes de la Société continueront d'être attribuée en priorité aux actions de classe A. Tous les coûts supportés par la Société continueront d'être alloués aux actions de classe A.

Lors de la liquidation de la Société, les actions de classe A, les actions de classe B et les actions de classe C donneront droit à leurs détenteurs aux produits résultant de la liquidation de la Société, attribués entre les trois classes d'actions en accord avec l'article 20 des Statuts.

Troisième résolution

En conséquence de la résolution précédente, les Actionnaires décident de modifier le cinquième paragraphe de l'article 6 des Statuts afin de lui donner désormais la teneur suivante dans sa version française:

«Le Conseil d'Administration est autorisé à racheter les actions de la Société par tout moyen, y compris et sans restriction en concluant des contrats de rachat d'actions, des contrats d'option et des contrats d'échange, contre un paiement en numéraire ou un paiement en nature, suivant les conditions devant être définies par le Conseil d'Administration, à la condition que:

(i) le nombre maximum d'actions de la Société pouvant être rachetées en vertu de la présente autorisation soit égal au nombre d'actions de la Société restantes moins le nombre d'actions de la Société représentant le capital social minimum exigé par la Loi de 1915 pour les sociétés anonymes;

(ii) le prix de rachat des Actions A, qu'il soit payé en numéraire ou en nature, soit de EUR 10 (dix euros) par action rachetée;

(iii) le prix de rachat des Actions B, qu'il soit payé en numéraire ou en nature, soit déterminé par application des principes exposés à l'article 23.1 ci-dessous; et

(iv) le prix de rachat des Actions C, qu'il soit payé en numéraire ou en nature, soit déterminé par application des principes exposés à l'article 23.2 ci-dessous.»

Quatrième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, les Actionnaires décident de modifier l'article 20 des Statuts, afin de lui donner désormais la teneur suivante dans sa version française:

« **Art. 20. Affectation des Bénéfices.** Il est prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société 5% (cinq pour cent) qui sont affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint 10% (dix pour cent) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de temps à autre, conformément à l'article 5 des Statuts.

Le bénéfice net annuel de la Société non affecté à la réserve légale est alloué entre les Actions A, les Actions B et les Actions C en accord avec les principes suivants:

(i) aux Actions B, il est attribué un droit à un dividende préférentiel déterminé en accord avec ce qui est prévu à l'article 23.1 des présents Statuts;

(ii) aux Actions C, il est attribué un droit à un dividende préférentiel déterminé en accord avec ce qui est prévu à l'article 23.2 des présents Statuts; et

(iii) aux Actions A, il est attribué le bénéfice net annuel de la Société qui n'est pas attribué aux Actions B ou aux Actions C. Les pertes nettes annuelles subies par la Société seront attribuées en priorité aux Actions A.

L'Assemblée Générale décide de l'affectation du bénéfice net annuel alloué aux Actions A et décidera seule de payer des dividendes de temps à autre, comme elle estime à sa discrétion convenir au mieux à l'objet et à la politique de la Société. L'Assemblée Générale sera tenue de faire distribuer automatiquement le bénéfice net annuel de la Société qui est alloué aux Actions B et aux Actions C, une telle distribution devant dans tous les cas être mentionnées dans la convocation à l'Assemblée Générale faite en accord avec l'article 10, excepté (i) dans la mesure où une telle distribution serait contraire à l'intérêt social de la Société ou (ii) dans le cas où des détenteurs d'Actions B ou d'Actions C ont fait aux détenteurs des Actions A une demande de mise en réserve de la portion du bénéfice net de la Société qui leur est attribuable au moins 2 (deux) jours avant la tenue de l'Assemblée Générale (mais après réception de la convocation à l'Assemblée Générale), pour la portion du bénéfice net de la Société attribuable auxdits détenteurs d'Actions B ou d'Actions C.

Les dividendes peuvent être payés en euros ou en toute autre devise choisie par le Conseil d'Administration et doivent être payés aux lieu et place choisis par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration peut décider de payer des dividendes intérimaires sous les conditions et dans les limites fixées par la Loi sur les Sociétés de 1915.»

Cinquième résolution

Les Actionnaires décident:

(i) de renuméroter l'article 23 des Statuts en tant qu'article 23.1, le titre duquel aura désormais la teneur suivante dans sa version française:

« **Art. 23.1. Droits financiers des Actions B**». et

(ii) de procéder à la modification de toutes les références dans les Statuts à l'article 23 en conséquence.

Sixième résolution

Les Actionnaires de la Société décident d'adopter un nouvel article 23.2 aux Statuts, lequel aura la teneur suivante dans sa version française:

« **Art. 23.2. Droits financiers des Actions C.** Outre les droits politiques qui leur sont attribués par la loi et les statuts de la Société, les droits financiers des ADP 2015 AIL IX (les Droits aux Produits des ADP 2015 AIL IX) sont décrits ci-après.

Pour les besoins du présent article et de l'article 24.2, les mots et expressions commençant par une majuscule, et non autrement définis dans le présent article 23.1, ont le sens qui leur est attribué à l'article 25.

Les ADP 2015 AIL IX donneront droit, dans leur ensemble, dans les cas suivants, à des montants calculés comme suit (étant précisé qu'en dehors des cas visés ci-après, les ADP 2015 AIL IX ne bénéficieront d'aucun droit financier):

a) lors de la survenance d'un Cas de Déclenchement ADP AIL X: les ADP 2015 AIL IX donneront droit, sous forme de dividende ou sous forme de quote-part dans le boni de liquidation lorsque le cas de Déclenchement AIL X est suivi d'une liquidation d'AIL IX, à un montant égal aux Droits aux Produits des ADP 2015 AIL X;

b) lors de la survenance d'un Cas de Déclenchement ADP AIL IX: les ADP 2015 AIL IX donneront droit à un montant qui sera calculé par application de la formule suivante et qui sera dû sous forme (a) de quote-part du prix de cession revenant aux ADP 2015 AIL IX lorsque le Cas de Déclenchement AIL IX est un Changement de Contrôle ou (b) de dividende lorsque le Cas de Déclenchement AIL IX est une distribution de dividende par AIL IX ou enfin (c) sous forme de quote-part dans le boni de liquidation lorsque le Cas de Déclenchement AIL IX est une Liquidation:

Droits aux Produits des ADP 2015 AIL IX = PV Cible ADP - PV ADP AIL IX - Encaissements ADP 2015 AIL IX Intermédiaires + le prix de souscription des ADP 2015 AIL IX (soit 525.000 euros),

où:

PV Cible ADP désigne un montant égal à (a) la Quote-Part Théorique des ADP multipliée par (b) la PV Antin Brute;

Quote-Part Théorique des ADP désignant le résultat, exprimé en pourcentage, du (i) montant de la PV Théorique des ADP AIL IX divisé par (ii) la PV Antin Brute Théorique;

PV Théorique des ADP AIL IX désignant un montant égal à la différence positive entre (A) et (B), où:

(A) est le montant théorique des Droits aux Produits des ADP AIL IX tel qu'il aurait été calculé, à l'occasion du Cas de Déclenchement ADP AIL IX concerné, en retenant (i) pour le calcul des Encaissements de l'Investisseur Financier, le montant qui aurait été perçu si AIL X avait détenu 85% du capital de FPS Towers (et non pas 100%) et (ii) pour le calcul des Décaissements de l'Investisseur Financier, le montant total des Décaissements de l'Investisseur Financier diminué du montant des Décaissements effectués pour financer l'acquisition par AIL X des 15% de FPS Towers anciennement détenus par Bouygues Telecom; et

(B) est le prix de souscription total des ADP AIL IX, soit 1.645.000 euros;

PV Antin Brute Théorique désigne un montant égal au montant théorique de la PV Antin Brute (tel que ce terme est défini à l'article 25 ci-après) tel qu'elle aurait été calculée, à l'occasion du Cas de Déclenchement ADP AIL IX concerné, en retenant (i) pour le calcul des Encaissements de l'Investisseur Financier, le montant qui aurait été perçu si AIL X avait détenu 85% du capital de FPS Towers (et non pas 100%) et (ii) pour le calcul des Décaissements de l'Investisseur Financier, le montant total des Décaissements de l'Investisseur Financier diminué du montant des Décaissements effectués pour financer l'acquisition par AIL X des 15% de FPS Towers anciennement détenus par Bouygues Telecom;

PV ADP AIL IX désigne la différence positive entre (a) le montant des Droits aux Produits des ADP AIL IX, tel que calculé à l'occasion du Cas de Déclenchement ADP AIL IX concerné et (b) le prix de souscription total des ADP AIL IX, soit 1.645.000 euros; et

Encaissements ADP 2015 AIL IX Intermédiaires désigne la somme de tous les Encaissements perçus, le cas échéant, par les porteurs d'ADP 2015 AIL IX depuis la date d'émission des ADP 2015 AIL IX et jusqu'à la date du Cas de Déclenchement ADP AIL IX (ou leurs prédécesseurs depuis la date d'émission des ADP AIL IX) augmentée du dividende prioritaire auquel donneraient droit les ADP 2015 AIL IX au titre de Cas de Déclenchement ADP AIL IX antérieurs.

Dans l'hypothèse où le Cas de Déclenchement ADP AIL IX serait un Encaissement par l'Investisseur Financier qui n'interviendrait pas à l'occasion d'une Sortie, les porteurs d'ADP 2015 AIL IX pourront décider, à la majorité du nombre de voix attachées à leurs ADP 2015 AIL IX, que (i) les ADP 2015 AIL IX percevront un dividende d'un montant égal aux Droits aux Produits des ADP 2015 AIL IX tels que calculés à l'occasion du Cas de Déclenchement ADP 2015 AIL IX concerné ou que (ii) les ADP 2015 AIL IX bénéficieront d'un droit à percevoir un dividende prioritaire sur tous les autres encaissements reçus dans le cadre de la Sortie d'un montant équivalent jusqu'à la Sortie (ce dernier ne portant pas intérêt).

Il est précisé afin d'éviter toute ambiguïté, que quelles que soient les circonstances dans lesquelles les ADP 2015 AIL IX donneront accès à des droits financiers, la somme de l'ensemble des Encaissements que les porteurs d'ADP 2015 AIL IX pourront recevoir entre la date d'émission des ADP 2015 AIL IX et la cession ou le rachat des ADP 2015 AIL IX, ne pourra excéder un montant total supérieur au montant de la PV Cible ADP diminuée du montant de la PV ADP AIL IX et augmentée du prix de souscription des ADP 2015 AIL IX (soit 525.000 euros).

Par exception, il est convenu que dans l'hypothèse où le prix de cession, ou la valeur, pour 100% des capital et des droits de vote d'AIL IX, tel qu'il (ou elle) ressort du Cas de Déclenchement AIL IX, serait inférieur(e) à 405.000.000 euros, alors le montant des Droits aux Produits des ADP 2015 AIL IX serait égal à 0.».

Septième résolution

Les Actionnaires décident:

(i) de renuméroter l'article 24 des Statuts en tant qu'article 24.1, le titre duquel aura désormais la teneur suivante dans sa version française:

« **Art. 24.1. Conversion automatique des Actions B**», et

(ii) de procéder à la modification de toutes les références dans les Statuts à l'article 24 en conséquence.

Les Actionnaires constatent par ailleurs que, dans la définition de «Prix de l'Opération» dans la version française actuelle de l'article 24, la référence à «AIL X» est une erreur matérielle et devrait être une référence à «AIL IX». Les Actionnaires décident de procéder à la rectification de cette erreur afin refléter la version anglaise actuelle de l'article 24.

Huitième résolution

Les Actionnaires de la Société décident d'adopter un nouvel article 24.2 aux Statuts, lequel aura la teneur suivante dans sa version française:

« **Art. 24.2. Conversion automatique des Actions C**. Dans l'hypothèse où le Cas de Déclenchement ADP AIL IX serait une Introduction en Bourse ou un Changement de Contrôle dans le cadre duquel les porteurs d'ADP AIL IX n'exerceraient pas leur Droit de Cession Conjointe Totale (tel que ce terme est défini dans le Pacte) et où l'Investisseur Financier n'exercerait pas son Droit de Cession Forcée (tel que ce terme est défini dans le Pacte), les ADP 2015 AIL IX seront automatiquement converties en actions ordinaires selon les modalités suivantes.

Toutes les ADP 2015 AIL IX seront converties en un nombre total d'actions ordinaires égal au résultat de la formule suivante:

$NAO = VADP / \text{Prix de l'Opération}$

Où:

NAO désigne le nombre d'actions ordinaires émises par conversion de toutes les ADP 2015 AIL IX; et

VADP désigne les Droits aux Produits des ADP 2015 AIL IX à l'occasion du Cas de Déclenchement ADP AIL IX concerné (en excluant, afin d'éviter toute ambiguïté, les Encaissements ADP 2015 AIL IX Intermédiaires); et

Prix de l'Opération désigne la valeur d'une action ordinaire d'AIL IX dans le cadre de l'opération concernée (soit le Prix d'Introduction en cas d'Introduction en Bourse, ou le prix unitaire d'une action ordinaire d'AIL IX dans le cadre du Changement de Contrôle).»

Neuvième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, les Actionnaires décident de modifier l'article 25 des Statuts de la manière suivante:

(a) avant la définition de «ADP AIL IX», les définitions suivantes sont insérées:

«ADP 2015 AIL IX désigne les Actions C émises par AIL IX et souscrites par les Cadres;
ADP 2015 AIL X désigne les actions de préférence de classe C émises par AIL X et souscrites par AIL IX;»;

(b) la définition de «ADP AIL IX» est reformulée comme suit:

«ADP AIL IX désigne les Actions B émises par AIL IX et souscrites par les Cadres;»;

(c) la définition de «ADP AIL X» est reformulée comme suit:

«ADP AIL X désigne les actions de préférence de classe B émises par AIL X et souscrites par AIL IX;»;

(d) avant la définition de «Changement de Contrôle», la définition suivante est insérée:

«Cas de Déclenchement ADP AIL X a le sens qui est attribué au terme «Cas de Déclenchement» dans les statuts d'AIL X;»;

(e) avant la définition de «Droits aux Produits des APD AIL X», la définition suivante est insérée:

«Droits aux Produits des ADP 2015 AIL X a le sens qui lui est attribué, et calculé conformément aux règles fixées, dans les statuts d'AIL X;»;

(f) étant constaté que dans la version anglaise de l'article 25 des Statuts, le terme "ADP AIL X's Proceeds" se réfère au terme "Rights to ADP AIL X's Proceeds" défini dans les statuts d'AIL X, cette définition est modifiée en conséquence dans la version anglaise des Statuts de la Société et remis dans l'ordre alphabétique avant la définition de "Shareholders' Agreement"; and

(g) avant la définition de «Société du Groupe», la définition suivante est insérée:

«PV Antin Brute désigne, à la date d'un Cas de Déclenchement ADP AIL IX, le montant de la plus-value brute réalisée par l'Investisseur Financier, soit un montant égal à la différence (si elle est positive) entre (i) le montant total des Encaissements de l'Investisseur Financier et (ii) le montant total des Décaissements de l'Investisseur Financier.

Il est précisé que pour le calcul de la PV Antin Brute:

(i) la PV Antin Brute sera calculée avant toute allocation de produits aux ADP AIL IX et aux ADP 2015 AIL IX (les Encaissements de l'Investisseur Financier seront donc calculés en supposant que les Droits aux Produits des ADP AIL IX et les Droits aux Produits des ADP 2015 AIL IX sont égaux à zéro, tout flux éventuellement reçu par les porteurs d'ADP AIL IX et d'ADP 2015 AIL IX avant le Cas de Déclenchement ADP AIL IX devant donc être retraité comme s'il n'avait pas été reçu);

(ii) en cas d'Introduction en Bourse, si l'Investisseur Financier conserve une partie de ses actions ou autres valeurs mobilières, il sera réputé avoir cédé la totalité desdites actions ou autres valeurs mobilières à un prix par action égal au Prix d'Introduction;

(iii) en cas de Changement de Contrôle dans le cadre duquel l'Investisseur Financier conserverait une partie de ses actions ou autres valeurs mobilières, l'Investisseur Financier sera réputé avoir cédé à la date du Changement de Contrôle la totalité desdites actions ou autres valeurs mobilières à un prix par action égal au prix par action ressortant de l'opération de Changement de Contrôle;

(iv) les commissions ou management fees versés à l'Investisseur Financier (le cas échéant) seront compris dans les Encaissements de l'Investisseur Financier (pour leur montant hors taxe);

(v) sera déduit des Encaissements de l'Investisseur Financier le montant de toutes les dépenses, frais et autres débours de conseils externes liés à l'acquisition, la détention et la gestion, ou la cession de titres d'AIL IX, AIL X et FPS Towers, payables immédiatement ou à terme, qui viendront réduire le montant net reçu par l'Investisseur Financier; et

(vi) dans l'hypothèse où l'Investisseur Financier aurait effectué des Décaissements supplémentaires après la date d'émission des ADP 2015 AIL IX, la PV Antin Brute sera réduite du montant de la plus-value brute réalisée par l'Investisseur Financier sur les titres supplémentaires dans le cadre de ces Décaissements ultérieurs;»; et

(h) la définition de «Multiple Antin Brut» est modifiée comme suit:

«Multiple Antin Brut signifie, à la date d'un Cas de Déclenchement ADP AIL IX, la totalité des Encaissements de l'Investisseur Financier rapportée à la totalité des Décaissements de l'Investisseur Financier. Il est précisé, pour le calcul du Multiple Antin Brut, que:

(i) le Multiple Antin Brut sera calculé avant toute allocation de produits aux ADP AIL IX et aux ADP 2015 AIL IX (les Encaissements de l'Investisseur financier seront donc calculés en supposant que les Droits aux Produits des ADP AIL IX et les Droits aux Produits des ADP 2015 AIL IX sont égaux à zéro, tout flux éventuellement reçu par les porteurs d'ADP AIL IX et d'ADP 2015 AIL IX avant le Cas de Déclenchement ADP AIL IX devant donc être retraité comme s'il n'avait pas été reçu);

(ii) en cas d'Introduction en Bourse, si l'Investisseur Financier conserve une partie de ses actions ou autres valeurs mobilières, ils seront réputés avoir cédé la totalité desdites actions ou autres valeurs mobilières à un prix par action égal au Prix d'Introduction;

(iii) en cas de Changement de Contrôle dans le cadre duquel l'Investisseur Financier conserverait une partie de ses actions ou autres valeurs mobilières, l'Investisseur Financier sera réputé avoir cédé à la date du Changement de Contrôle la totalité desdites actions ou autres valeurs mobilières à un prix par action égal au prix par action ressortant de l'opération de Changement de Contrôle;

(iv) les commissions ou management fees versés à l'Investisseur Financier (le cas échéant) seront compris dans les Encaissements de l'Investisseur Financier (pour leur montant hors taxe);

(v) sera déduit des Encaissements de l'Investisseur Financier le montant de toutes les dépenses, frais et autres débours de conseils externes liés à l'acquisition, la détention et la gestion, ou la cession de titres d'AIL IX, AIL X et FPS Towers, payables immédiatement ou à terme, qui viendront réduire le montant net reçu par l'Investisseur Financier;

(vi) dans l'hypothèse où le Cas de Déclenchement ADP AIL IX est une Sortie et où l'Investisseur Financier aurait réalisé un Décaissement moins de 12 mois avant la date de réalisation d'une Sortie (un Décaissement Court Terme), alors (a) le montant de ce Décaissement Court Terme ne sera pas pris en compte dans la somme des Décaissements de l'Investisseur Financier et (b) il sera également déduit des Encaissements de l'Investisseur Financier un montant égal à ce Décaissement Court Terme augmenté d'un intérêt de 8% par an calculé prorata temporis entre la date du Décaissement Court Terme et la date de réalisation de la Sortie; et

(vii) dans l'hypothèse où l'Investisseur Financier aurait réalisé, après la date d'émission des ADP AIL IX, un Décaissement suivi d'un Encaissement (d'une nature visée au (i) de la définition d'«Encaissement» ci-dessus) moins de 12 mois après la date de ce Décaissement, alors (a) le Décaissement concerné sera réduit d'un montant (le Montant de la Réduction) égal à la quote-part de l'Encaissement concerné qui excède 5% de la totalité des Décaissements et (b) il sera également déduit des Encaissements de l'Investisseur Financier un montant égal au Montant de la Réduction augmenté d'un intérêt de 8% par an calculé prorata temporis entre la date du Décaissement concerné et la date de l'Encaissement concerné.».

Dixième résolution

Les Actionnaires constatent (a) que la Société va émettre 105 (cent cinq) nouvelles actions de classe C de la Société pour un prix de souscription de EUR 5.000 (cinq mille euros) par nouvelle action de classe C à l'occasion de l'Assemblée et (b) que ces actions seront souscrites par Monsieur Frédéric Zimer, Monsieur Cédric Lépolard, Monsieur Bruno Quenesson, Monsieur Pierre Cassier et DQ Participation (les Souscripteurs).

L'Assemblée reconnaît que (a) le rapport en vertu duquel le conseil d'administration (i) recommande aux Actionnaires de renoncer à et/ou limiter leurs droits de souscription préférentiels en faveur des Souscripteurs et (ii) justifie le prix de EUR 5.000 (cinq mille euros) par action de classe C (le Rapport) a été lu à l'Assemblée et (b) une copie dudit rapport a été présentée à l'Assemblée.

Onzième résolution

Au regard de la résolution précédente, l'Assemblée décide et accepte d'enregistrer les interventions suivantes en rapport avec la renonciation à et/ou la limitation de leurs droits de souscription préférentiels par les Actionnaires pour les besoins de, et dans la mesure requise pour, l'émission de nouvelles actions de classe C, telle qu'indiquée dans la quatrième résolution.

Intervention

Tous les Actionnaires de la Société, chacun étant représenté comme décrit ci-avant, déclarent individuellement renoncer à et/ou limiter leurs droits de souscription préférentiels pour les besoins de, et dans la mesure requise pour, l'émission de nouvelles actions de classe C, telle qu'indiquée dans la douzième résolution.

Douzième résolution

L'Assemblée décide:

(i) d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un montant de 1.050 (mille cinquante euros) afin de le porter de son montant précédent de EUR 1,704,370 (un million sept cent quatre mille trois cent soixante-dix euros), représenté par 170.437 (cent soixante-dix mille quatre cent trente-sept) actions ayant une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune, divisées en 2 (deux) classes, à un montant de EUR 1.705.420 (un million sept cent cinq mille quatre cent vingt euros), représenté par 170.542 (cent soixante-dix mille cinq cent quarante-deux) actions ayant une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune, divisées en 3 (trois) classes; et

(ii) d'émettre 105 (cent cinq) nouvelles actions de classe C, ayant une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune (les Nouvelles Actions C).

L'Assemblée décide que les Nouvelles Actions C seront offertes à la souscription lors de cette Assemblée aux Souscripteurs de la manière suivante, sous réserve, dans la mesure requise, de la renonciation et/ou la limitation à/de leurs droits de souscription préférentiels par les Actionnaires:

- Monsieur Frédéric Zimer, 60 (soixante) Nouvelles Actions C;
 - Monsieur Cédric Lépolard, 6 (six) Nouvelles Actions C;
 - Monsieur Bruno Quenesson, 10 (dix) Nouvelles Actions C; et
 - Monsieur Pierre Cassier, 5 (cinq) Nouvelles Actions C.
- DQ Participation, 24 (vingt-quatre) Nouvelles Actions C;

L'Assemblée décide en outre que les Nouvelles Actions C seront souscrites et intégralement libérées en numéraire pour un prix de souscription par Nouvelle Action C de EUR 5.000 (cinq mille euros) et que l'émission des Nouvelles Actions C sera effective immédiatement à compter de leur paiement intégral sous la treizième résolution.

Treizième résolution

L'Assemblée décide d'accepter et d'enregistrer les interventions suivantes concernant la souscription aux Nouvelles Actions C et la libération intégrale du prix de souscription des Nouvelles Actions C, de la manière suivante:

Interventions - Souscription - Paiement

Monsieur Frédéric Zimer déclare souscrire en numéraire à 60 (soixante) Nouvelles Actions C, ayant une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune, et libérer intégralement leur prix de souscription au moyen d'un paiement en numéraire d'un montant total de EUR 300.000 (trois cent mille euros);

Monsieur Cédric Léopard déclare souscrire en numéraire à 6 (six) Nouvelles Actions C, ayant une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune, et libérer intégralement leur prix de souscription au moyen d'un paiement en numéraire d'un montant total de EUR 30.000 (trente mille euros);

Monsieur Bruno Quennesson déclare souscrire en numéraire à 10 (dix) Nouvelles Actions C, ayant une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune, et libérer intégralement leur prix de souscription au moyen d'un paiement en numéraire d'un montant total de EUR 50.000 (cinquante mille euros);

Monsieur Pierre Cassier déclare souscrire en numéraire à 5 (cinq) Nouvelles Actions C, ayant une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune, et libérer intégralement leur prix de souscription au moyen d'un paiement en numéraire d'un montant total de EUR 25.000 (vingt-cinq mille euros); et

DQ Participation déclare souscrire en numéraire à 24 (vingt-quatre) Nouvelles Actions C, ayant une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune, et libérer intégralement leur prix de souscription au moyen d'un paiement en numéraire d'un montant total de EUR 120.000 (cent vingt mille euros).

L'Assemblée constate que les paiements en numéraire relatifs à l'émission des Nouvelles Actions C pour un montant total de EUR 525.000 (cinq cent vingt-cinq mille euros) sont alloués comme suit:

- (i) un montant de EUR 1.050 (mille cinquante euros) est affecté au compte de capital social de la Société; et
- (ii) un montant de EUR 523.950 (cinq cent vingt-trois mille neuf cent cinquante euros) est affecté au compte de prime d'émission.

Toutes les Nouvelles Actions C ont été intégralement souscrites et libérées en numéraire par les Souscripteurs, de sorte que la somme de EUR 525.000 (cinq cent vingt-cinq mille euros) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié auprès du notaire instrumentant qui le constate expressément.

Quatorzième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, l'Assemblée décide de modifier le premier paragraphe de l'article 5 des Statuts, afin de lui donner désormais la teneur suivante dans sa version française:

« **Art. 5. Capital Social.** Le capital social est fixé à EUR 1.705.420 (un million sept cent cinq mille quatre cent vingt euros) représenté par 170.542 (cent soixante-dix mille cinq cent quarante-deux) actions ordinaires nominatives d'une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune, lesquelles ont été intégralement libérées et sont divisées en différentes classes d'actions de la façon suivante:

1. 170.108 actions de classe A (les Actions A);
2. 329 actions de classe B (les Actions B); et
3. 105 actions de classe C (les Actions C).».

Quinzième résolution

L'Assemblée décide de modifier le registre des actions de la Société afin de refléter les changements effectués ci-dessus et mandate et autorise par la présente tout administrateur de la Société, avec tout pouvoir de substitution, à refléter la création d'une nouvelle classe d'actions et à effectuer l'enregistrement des actions de classe C nouvellement émises dans le registre des actions de la Société et à effectuer toute formalité y relative au nom et pour le compte de la Société.

Déclaration

Le notaire instrumentant déclare que, conformément à l'article 32-1 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi sur les sociétés), les conditions prescrites aux articles 26, 26-3 et 26-5 (les dispositions du paragraphe (2) de l'article 26-1 n'étant pas applicables, aucun apport autres qu'en numéraire n'ayant été effectué au cours de l'Assemblée) de la Loi sur les Sociétés ont été satisfaites, ce qu'il constate expressément.

Aucun autre point ne figurant à l'Ordre du Jour, l'Assemblée est close.

Estimation des frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société en conséquence du présent acte sont estimés approximativement à EUR 2000.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française; à la requête cette même partie, et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Luxembourg.

Et après lecture faite à l'Assemblée et à la partie comparante, ladite partie comparante a signé ensemble avec le notaire le présent acte, aucun actionnaire ne souhaitant le signer.

Signé: O. Thill et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 21 décembre 2015. Relation: 2LAC/2015/29364. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 29 décembre 2015.

Référence de publication: 2015212022/787.

(150238296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Royal Peak Invest, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 41, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 202.590.

STATUTES

In the year two thousand fifteen, on the sixteenth day of December.

Before Maître Danielle KOLBACH, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned;

There appeared:

Mr. Philippe LAMBERT, chartered-account, born in Liège (Belgium) on December 02, 1971, with professional address at 4, rue de Kleinbettingen, L-8362 Grass,

here represented by Mrs. Virginie PIERRU, notary clerk, residing professionally in Redange-sur-Attert, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder of the parties appearing and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing parties, acting in the hereinabove stated capacity, have requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a public limited liability company («société anonyme») which she declares to organize:

Chapter I. Form, Corporate name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, name. There is hereby established a public limited liability company («société anonyme») (hereafter the «Company») which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended, (hereafter the «Law») and by the present articles of incorporation (hereafter the «Articles»).

The Company is initially composed of two shareholders subscribers of all the shares. The Company may however at any time be composed of one or several shareholders, notably as a result of the transfer of shares or the issue of new shares.

The Company will exist under the name of ROYAL PEAK INVEST.

Art. 2. Registered office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by means of a resolution of the sole director, or in case of plurality of directors, the Board of Directors.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the sole director, or in case of plurality of directors, the Board of Directors, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the sole director, or in case of plurality of directors, by the Board of Directors, or by one of the bodies or persons entrusted by the sole director, or in case of plurality of directors, by the Board of Directors, with the daily management of the Company.

Art. 3. Object. The Company may carry out all transactions relating directly or indirectly to the taking of participating interests in whatsoever form, in any enterprise in the form of a public limited liability company or of a private liability company, as well as the administration, management, control and development of such participations.

In particular the Company may use its funds for the creation, management, development and the disposal of a portfolio comprising all types of transferable securities or patents of whatever origin, take part in the creation, development and control of all enterprises, acquire all securities and patents, either by way of contribution, subscription, purchase or otherwise, option, as well as realise them by sale, transfer, exchange or otherwise.

The Company may further grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company as well as any other companies or third parties.

The Company may furthermore carry out any commercial, industrial or financial operations, as any transactions of real estate or moveable property.

The Company may also carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

The Company may also proceed with the acquisition, management, development, sale and rental of any real estate, whether furnished or not, and in general, carry out all real estate operations with the exception of those reserved to a dealer in real estate and those concerning the placement and management of money. In general, the Company may carry out any patrimonial, movable, immovable, commercial, industrial or financial activity as well as all transactions and directly or indirectly the accomplishment and development of its purpose.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

The Company may be dissolved at any moment by a resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by a resolution of the general meeting of the shareholders, adopted in the manner required for amendment of these Articles.

Chapter II. Capital, Shares

Art. 5. Share capital. The Company has a share capital of thirty-one thousand euros (EUR 31,000.-), divided into thirty-one thousand (31,000) shares with a par value of one euro (EUR 1.-) per share, entirely paid in.

The share capital of the Company may at any time be increased or reduced by a resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for amendment of these Articles.

In addition to the share capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

The Company may, to the extent and under the terms permitted by Law, redeem its own shares.

Art. 6. Form of shares. The shares of the Company may be in registered form or in bearer form or partly in one form or the other form, at the opinion of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, at the opinion of the shareholders, subject to the restrictions foreseen by Law.

The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the title of ownership to such share(s) is divided, split or disputed, all person(s) claiming a right to such share(s) has/have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such share(s). The same rule shall apply in the case of conflict between an usufruct holder (usufruitier) and a bare owner (nu-proprétaire) or between a pledgor and a pledgee.

Chapter III. Shareholder(s)

Art. 7. Powers of the general meetings. The sole shareholder exercises the powers granted by Law to the general meeting of shareholders. In case of plurality of shareholders, any regularly constituted meeting of the shareholders shall represent the entire body of shareholders of the Company. The resolutions passed by such a meeting shall be binding upon all the shareholders.

Except as otherwise required by Law or by the present Articles, all resolutions will be taken by the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by shareholders representing at least half of the capital.

The general meeting shall have the fullest powers to order, carry out, authorise or ratify all acts taken or done on behalf of the Company.

Art. 8. General meeting of the shareholder(s). The sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, the general meeting of shareholders shall meet upon call by the sole director, or in case of plurality of directors, by the Board of Directors or by any person delegated to this effect by the Board of Directors. Shareholder(s) representing ten per cent of the subscribed share capital may, in compliance with the Law, request the sole director, or in case of plurality of directors, the Board of Directors to call a general meeting of shareholder(s).

The annual general meeting shall be held in accordance with the Law at the registered office of the Company or at such other place as specified in the notice of the meeting, on the fourth Thursday in the month of June at 11.00 AM.

If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the Annual general meeting shall be held on the following bank business day in Luxembourg.

Other meetings of shareholder(s) may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

Should all or any part of shares be registered shares, the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, the shareholders shall be convened pursuant to a notice setting forth the agenda sent by registered letter at least eight days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address in the register of shareholder, or as otherwise instructed by such shareholder.

If the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, all shareholders, is/are present or represented and consider himself/themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

In case of plurality of shareholders, the general meeting of shareholders shall designate its own chairman who shall preside over the meeting. The chairman shall designate a secretary who shall keep minutes of the meeting.

The business transacted at any meeting of the shareholder(s) shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by Law) and business incidental to such matters.

Each share is entitled to one vote at all general meetings of shareholder(s). A shareholder may act at any meeting of shareholder(s) by giving a written proxy to another person, who need not be a shareholder.

Any shareholder may participate at all general meetings of shareholder(s) by conference call, video-conference or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

Unless otherwise provided by Law, resolutions of the general meeting are passed, by a simple majority vote of the shareholder(s) present or represented.

Chapter IV. Management, Statutory auditor

Art. 9. Director(s). The Company shall be managed by a sole director in case of a sole shareholder, or by a Board of Directors composed of at least three (3) members in case of plurality of shareholders, their number being determined by the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by the general meeting of shareholders, director(s) need not to be shareholder(s) of the Company. In case of plurality of shareholders the general meeting of shareholders may decide to create two categories of directors (A directors and B directors).

The director(s) shall be elected by the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders by the general meeting of shareholders, for a period of not exceeding six (6) years and until their successors are elected, provided, however, that any director may be removed at any time by a resolution taken by the general meeting of shareholders. The director(s) shall be eligible for reappointment.

In the event of vacancy in the office of a director because of death, resignation or otherwise, the remaining directors elected by the general meeting of shareholders may meet and elect a director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders.

Art. 10. Meetings of director(s). In case of plurality of directors, the Board of Directors shall choose from among its members a chairman, and may choose among its members one or more vice-chairman. The Board of Directors may also choose a secretary, who need not be a director and who may be instructed to keep the minutes of the meetings of the Board of Directors as well as to carry out such administrative and other duties as directed from time to time by the Board of Directors.

The Board of Directors shall meet upon call by, at least, the chairman or any two directors or by any person delegated to this effect by the directors, at the place indicated in the notice of meeting, the person(s) convening the meeting setting the agenda. Notice in writing or by telegram or telefax or e-mail of any meeting of the Board of Directors shall be given to all directors at least eight calendar days in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency where twenty-four hours prior notice shall suffice which shall duly set out the reason of urgency. This notice may be waived, either prospectively or retrospectively, by the consent in writing or by telegram or telefax or e-mail of each director. Separate notice shall not required for meetings held at times and places described in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by telegram, telefax, or e-mail another director as his proxy. A director may not represent more than one of his colleagues.

The Board of Directors may deliberate or act validly only if at least a majority of directors are present or represented at a meeting of the Board of Directors. If a quorum is not obtained within half an hour of the time set for the meeting the directors present may adjourn the meeting to a later time and venue. Notices of the adjourned meeting shall be given by the secretary to the board, if any, failing whom by any director.

Decisions shall be taken by a majority vote of the directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the Board of Directors shall not have a casting vote. In case of a tie, the proposed decision is considered as rejected.

Any director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call, video-conference or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board of Directors may also be passed by unanimous consent in writing which may consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every director. The date of such a resolution shall be the date of the last signature.

Art. 11. Powers of the director(s). The sole director, or in case of plurality of directors, the Board of Directors, is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by Law or by these Articles to the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, to the general meeting of shareholders, fall within the competence of the sole director, or in case of plurality of directors, of the Board of Directors.

According to article 60 of the law of August 10, 1915, as amended, on commercial companies, the daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation with this management may be delegated to one or more directors, officers, managers or other agents, shareholder or not, acting alone or jointly. Their nomination, revocation and powers shall be determined by a resolution of the sole director, or in case of plurality of directors, of the Board of Directors.

The Company may also grant special powers by notarised proxy or private instrument.

Art. 12. Corporate signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the signature of the sole director or, in case of plurality of shareholders, by joint signature of any two directors of the Company, or by the signature(s) of any other person(s) to whom authority has been delegated by the sole director, or in case of plurality of directors, by the Board of Directors.

In case of two categories of directors, the Company will be bound by the joint signature of any A director together with any B director.

Art. 13. Conflict of interest. In case of a conflict of interests of a director, it being understood that the mere fact that the director serves as a director of a shareholder or of an affiliated company of a shareholder shall not constitute a conflict of interests, he must inform the Board of Directors of any conflict and may not take part in the vote but will be counted in the quorum. A director having a conflict on any item on the agenda must declare this conflict to the chairman before the meeting starts.

Any director having a conflict due to a personal interest in a transaction submitted for approval to the Board of Directors conflicting with that of the Company, shall be obliged to inform the board thereof and to cause a record of his statement to be included in the minutes of the meeting. He may not take part in the business of the meeting (but shall be counted in the quorum). At the following general meeting, before any other resolution to be voted on, a special report shall be made on any transactions in which any of the directors may have a personal interest conflicting with that of the Company.

Art. 14. Supervision of the company. The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditors, which may be shareholders or not. The sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, the general meeting of shareholders, shall appoint the statutory auditor(s), and shall determine their number, remuneration and term of office, which may not exceed six years.

If the Company exceeds the criteria set by article 215 of the law of 10 August 1915, as amended, on commercial companies, the institution of auditor will be suppressed and one or more independent auditors, chosen among the members of the Institut des Réviseurs d'entreprises will be designated by the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by the general meeting, which fixes the duration of their office, which may not exceed six years.

Chapter V. Financial year, Adoption of accounts, Distribution of profits

Art. 15. Financial year. The Company's year starts on the 1st of January and ends on the 31st December in each year.

Art. 16. Adoption of accounts. The annual general meeting shall be presented with reports by the sole director, or in case of plurality of directors, by the Board of Directors, and auditors and shall consider and, if it thinks fit, adopt the balance sheet and profit and loss account.

After adoption of the balance sheet and profit and loss account, the annual general meeting may by separate vote discharge the director, or in case of plurality of directors, the directors, and auditors from any and all liability to the Company in respect of any loss or damages arising out of or in connection with any acts or omissions by or on the part of the director, or in case of plurality of directors, by or on the part of the directors, and auditors made or done in good faith and without gross negligence.

A discharge shall not be valid should the balance sheet contain any omission or any false or misleading information distorting the real state of affairs of the Company or record the execution of acts not specified in these Articles unless they have been specifically indicated in the convening notice.

Art. 17. Distribution of profits. From the annual net profits of the Company, five per cent shall be allocated to the reserve required by Law. This allocation shall cease to be required when the amount of the legal reserve shall have reached one tenth of the subscribed share capital.

The annual net profits shall be at the free disposal of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, of the general meeting of shareholders.

Interim dividends may be paid out in accordance with the provisions of Law as it may apply at the time such payment is made.

Chapter VI. Dissolution and liquidation

Art. 18. Dissolution of the company. In the event of dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

The net liquidation proceeds shall be distributed by the liquidator(s) to the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, to the shareholders, in proportion to their shareholding in the Company.

Chapter VII. General

Art. 19. Amendments to the articles of incorporation. The present Articles may be amended from time to time by the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by a general meeting of shareholders, under the quorum and majority requirements provided for by Law.

Art. 20. Applicable law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitional provisions

1. The first accounting year shall begin on the date of the formation and shall terminate in 31st December 2016.
2. The first annual general meeting shall be held in 2017.

Subscription and payment

All the thirty-one thousand (31,000) shares of the Company are subscribed as follows by Mr. Philippe LAMBERT, prenamed and represented as aforesaid.

All the shares are entirely paid-in in cash so that the amount of thirty-one thousand euros (EUR 31,000.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 26 of the law of 10 August 1915, as amended, on commercial companies and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The expenses, costs, remuneration's or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand five hundred Euros (EUR 1,500.-).

Resolution of the sole shareholder:

The above named person, representing the entire subscribed capital and considering himself as fully convened, has immediately proceeded to a general meeting of shareholder. After verification of the due constitution of the meeting, the meeting has adopted the following resolutions.

1. The number of directors is fixed at one (1) and the number of statutory auditors at one (1).
2. The following person is appointed sole director:

Mr. Philippe LAMBERT, expert-comptable, born in Liège (Belgium) on December 02, 1971, with professional address at 4, rue de Kleinbettingen, L-8362 Grass

3. The following person is appointed statutory auditor:

FISCOGES, a limited liabilities company having its registered office at L-8362 Grass, 4, rue de Kleinbettingen and registered with Trade and Companies Register of Luxembourg under number B 174.051.

4. The term of office of the directors and the auditor shall end at the general meeting of the year of 2021.
5. The registered office of the Company is set at L-2449 Luxembourg, 41, boulevard Royal.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Redange/Attert at the office of the undersigned notary, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the appearing person, the said person appearing signed together with the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le seize décembre.

Par-devant Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg, soussignée;

A comparu:

M. Philippe LAMBERT, expert-comptable, né à Liège (Belgique) le 2 décembre 1971, ayant son adresse professionnelle au 4, rue de Kleinbettingen, L-8362 Grass,

ici représenté par Mme Virginie PIERRU, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Redange-sur-Attert, vertu d'une procuration donnée sous seing privée.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'il déclare constituer comme suit:

Chapitre I^{er}. Forme, Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme, dénomination. Il est formé une société anonyme (ci-après la «Société»), laquelle sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'amendée, (ci-après la «Loi») et par les présents statuts (ci-après les «Statuts»).

La Société comporte initialement un actionnaire unique, propriétaire de la totalité des actions. La Société peut cependant, à toute époque, comporter plusieurs actionnaires, par suite notamment, de cession ou transmission d'actions ou de création d'actions.

La Société existera sous le nom de ROYAL PEAK INVEST.

Art. 2. Siège social. La Société a son siège social dans la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il peut être transféré à tout autre endroit de la Ville de Luxembourg par une décision de l'administrateur unique, ou en cas de pluralité d'administrateurs par le Conseil d'Administration.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales situés au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'Etranger.

Au cas où l'administrateur unique, ou en cas de pluralité d'administrateurs le Conseil d'Administration, estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, ont eu lieu ou sont sur le point d'avoir lieu, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complètes de ces circonstances anormales. Ces mesures temporaires n'auraient aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, demeurerait une société luxembourgeoise. Ces mesures temporaires seront prises et portées à la connaissance des tiers par l'administrateur unique, ou en cas de pluralité d'administrateurs, par le Conseil d'Administration, ou par toute société ou personne à qui l'administrateur unique, ou en cas de pluralité d'administrateurs, le Conseil d'Administration a confié la gestion journalière de la Société.

Art. 3. Objet social. La Société a pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise se présentant sous forme de société de capitaux ou de société de personnes, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, la mise en valeur et à la cession d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprises, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevet, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

La Société peut également garantir, accorder des sûretés à des tiers afin de garantir ses obligations ou les obligations de sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, accorder des prêts à ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société ainsi que toutes autres sociétés ou tiers.

La Société pourra accomplir en outre toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toutes transactions concernant la propriété immobilière ou mobilière.

La Société peut également réaliser son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

Elle pourra également procéder à l'acquisition, la gestion, l'exploitation, la vente ou la location de tous immeubles, meublés, non meublés et généralement faire toutes opérations immobilières à l'exception de celles de marchands de biens et le placement et la gestion de ses liquidités. En général, la Société pourra faire toutes opérations à caractère patrimonial, mobilières, immobilières, commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et à faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société peut être dissoute à tout moment par décision de l'actionnaire unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires, par l'assemblée générale des actionnaires, statuant comme en matière de modification des Statuts.

Chapitre II. Capital, Actions

Art. 5. Capital social. La Société a un capital social de trente-et-un mille euros (EUR 31.000,-) représenté par trente-et-un mille (31.000) actions ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) par action, entièrement libéré.

Le capital social de la Société peut, à tout moment, être augmenté ou réduit par décision de l'actionnaire unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires par l'assemblée générale des actionnaires, adoptée à la manière requise pour la modification des présents Statuts.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une action en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des actions des actionnaires par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux actionnaires, ou pour être affecté à la réserve légale.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi, racheter ses propres actions.

Art. 6. Forme des actions. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix de l'actionnaire unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires, au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Si une ou plusieurs actions sont conjointement détenues ou si les titres de propriété de ces actions sont divisés, fragmentés ou litigieux, la/les personne(s) invoquant un droit sur la/les action(s) devra/devront désigner un mandataire unique pour représenter la/les action(s) à l'égard de la Société. L'omission d'une telle désignation impliquera la suspension de l'exercice de tous les droits attachés aux actions. La même règle est appliquée dans le cas d'un conflit entre un usufruitier et un nu-propriétaire ou entre un créancier gagiste et un débiteur gagiste.

Chapitre III. Actionnaire(s)

Art. 7. Pouvoirs des assemblées générales. L'actionnaire unique exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la Loi à l'assemblée générale des actionnaires. En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société. Les décisions prises à une telle assemblée engageront tous les actionnaires.

Sauf disposition contraire de la Loi ou des présents Statuts, toutes les décisions seront prises par l'actionnaire unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires, par les actionnaires représentant la moitié du capital social.

L'assemblée générale aura les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter, autoriser ou approuver tous les actes faits ou exécutés pour le compte de la Société.

Art. 8. Assemblées générales d'/des actionnaire(s). L'actionnaire unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires est convoquée par l'administrateur unique, ou en cas de pluralité d'administrateurs, par le Conseil d'Administration ou par toute personne déléguée à cet effet par le Conseil d'Administration. L'/les actionnaire(s) représentant dix pour cent du capital social souscrit peut/peuvent, conformément aux dispositions de Loi, requérir l'administrateur unique, ou en cas de pluralité d'administrateurs, le Conseil d'Administration de convoquer l'actionnaire unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires.

L'assemblée générale annuelle se réunit, conformément à la Loi, au siège social de la Société ou à tout autre endroit indiqué dans l'avis de convocation, le quatrième jeudi du mois de juin à 11.00 heures.

Si ce jour est un jour férié, légal ou bancaire, à Luxembourg, l'assemblée générale se tiendra le jour ouvrable bancaire suivant.

D'autres assemblées générales d'actionnaire(s) peuvent se tenir aux lieux et dates spécifiés dans les avis de convocation respectifs.

Si toutes les actions ou pour partie sont des actions nominatives, l'actionnaire unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires, les actionnaires seront convoqués par un avis de convocation énonçant l'ordre du jour et envoyé par lettre recommandée au moins huit jours avant l'assemblée à tout détenteur d'actions à son adresse portée au registre des actionnaires, ou suivant toutes autres instructions données par cet actionnaire.

Chaque fois que l'actionnaire unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires, tous les actionnaires sont présents ou représentés et se considèrent dûment convoqués et informés de l'ordre du jour, l'assemblée générale peut avoir lieu sans convocation.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires désigne son président qui présidera l'assemblée. Le président pourra désigner un secrétaire chargé de dresser les procès-verbaux de l'assemblée.

Les affaires traitées lors d'une assemblée des actionnaires seront limitées aux points contenus dans l'ordre du jour (qui contiendra toutes les matières requises par la Loi) et aux affaires connexes à ces points.

Chaque action donne droit à une voix lors de toute assemblée générale. Un actionnaire peut se faire représenter à toute assemblée générale des actionnaires par mandat écrit par un mandataire qui n'a pas besoin d'être actionnaire.

Tout actionnaire peut prendre part à toute assemblée générale au moyen d'une conférence téléphonique, d'une conférence vidéo ou d'un équipement de communication similaire par lequel toutes les personnes participant à l'assemblée peuvent s'entendre; la participation à la réunion par de tels moyens vaut présence personnelle à cette réunion.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi, les décisions de l'assemblée générale de l'/des actionnaire(s) sont prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

Chapitre IV. Management, Commissaire aux comptes

Art. 9. Administrateur(s). La Société est gérée par un administrateur unique en cas d'un seul actionnaire, ou par un Conseil d'Administration composé d'au moins trois (3) membres en cas de pluralité d'actionnaires, le nombre exact étant déterminé par l'administrateur unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires par l'assemblée générale des actionnaires. L'(es) administrateur(s) n'a(ont) pas besoin d'être actionnaire(s). En cas de pluralité d'administrateurs, l'assemblée générale des actionnaires peut décider de créer deux catégories d'administrateurs (administrateurs A et administrateurs B).

Le(s) administrateur(s) est/sont élu(s) par l'actionnaire unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires, par l'assemblée générale des actionnaires pour une période ne dépassant pas six (6) ans et jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus; toutefois un administrateur peut être révoqué à tout moment par décision de l'assemblée générale. Le(s) administrateur(s) sortant(s) peut/peuvent être réélu(s).

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, les administrateurs restants élus par l'assemblée générale des actionnaires pourront se réunir et élire un administrateur pour remplir les fonctions attachées au poste devenu vacant jusqu'à la prochaine assemblée générale.

Art. 10. Réunions du conseil d'administration. En cas de pluralité d'administrateurs, le Conseil d'Administration doit choisir parmi ses membres un président et peut choisir en son sein un ou plusieurs vice-présidents. Le Conseil d'Administration peut également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un administrateur et qui peut être chargé de dresser les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration ou d'exécuter des tâches administratives ou autres telles que décidées, de temps en temps, par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation de son président ou d'au moins deux administrateurs au lieu indiqué dans l'avis de convocation. La ou les personnes convoquant l'assemblée déterminent l'ordre du jour. Un avis par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail contenant l'ordre du jour sera donné à tous les administrateurs au moins huit jours avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas l'avis de convocation, envoyé vingt-quatre heures avant la réunion, devra mentionner la nature de cette urgence. Il peut être passé outre à la nécessité de pareille convocation en cas d'assentiment préalable ou postérieur à la réunion, par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail de chaque administrateur. Une convocation spéciale n'est pas requise pour des réunions du Conseil d'Administration se tenant à des heures et à des endroits déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

Tout administrateur peut se faire représenter en désignant par écrit ou par télégramme, télécopie ou e-mail un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur ne peut pas représenter plus d'un de ses collègues.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité des administrateurs sont présents ou représentés à une réunion du Conseil d'Administration. Si le quorum n'est pas obtenu une demi-heure après l'heure prévue pour la réunion, les administrateurs présents peuvent ajourner la réunion en un autre endroit et à une date ultérieure. Les avis des réunions ajournées sont donnés aux membres du Conseil d'Administration par le secrétaire, s'il y en a, ou à défaut par tout administrateur.

Les décisions sont prises à la majorité des votes des administrateurs présents ou représentés à chaque réunion. Au cas où, lors d'une réunion du Conseil d'Administration, il y a égalité de voix en faveur ou en défaveur d'une résolution, le président du Conseil d'Administration n'aura pas de voix prépondérante. En cas d'égalité, la résolution sera considérée comme rejetée.

Tout administrateur peut prendre part à une réunion du Conseil d'Administration au moyen d'une conférence téléphonique, d'une conférence vidéo ou d'un équipement de communication similaire par lequel toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre; la participation à la réunion par de tels moyens vaut présence personnelle à cette réunion.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du Conseil d'Administration peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du Conseil d'Administration sans exception. La date d'une telle décision est celle de la dernière signature.

Art. 11. Pouvoirs du/des administrateur(s). L'administrateur unique, ou en cas de pluralité d'administrateurs, le Conseil d'Administration, est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ou les présents Statuts ne réservent pas expressément à l'actionnaire unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires, à l'assemblée générale des actionnaires, sont de la compétence de l'administrateur unique, ou en cas de pluralité d'administrateurs, du Conseil d'Administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, actionnaire ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur

nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision de l'administrateur unique, ou en cas de pluralité d'administrateurs, du Conseil d'Administration.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 12. Signature sociale. Vis-à-vis des tiers, la Société sera valablement engagée par la signature de l'administrateur unique, ou en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la (les) autre(s) signature(s) de toute(s) autre(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareil pouvoir de signature aura été délégué par l'administrateur unique, ou en cas de pluralité d'administrateurs, par le Conseil d'Administration.

Au cas où il y a deux catégories d'administrateurs, la Société sera valablement engagée par la signature conjointe d'un administrateur A ensemble avec un administrateur B.

Art. 13. Conflits d'intérêts. Dans le cas d'un conflit d'intérêts d'un administrateur, entendu que le simple fait que l'administrateur soit l'administrateur d'un actionnaire ou d'une société affiliée d'un actionnaire ne sera pas constitutif d'un conflit d'intérêts, il doit informer le Conseil d'Administration de tout conflit d'intérêts et ne pourra pas prendre part au vote mais sera compté dans le quorum. Un administrateur ayant un conflit d'intérêts sur tout objet de l'ordre du jour doit déclarer ce conflit d'intérêts au président avant que la réunion ne débute.

Tout administrateur ayant un intérêt personnel dans une transaction soumise pour approbation au Conseil d'Administration opposé avec l'intérêt de la Société, devra être obligé d'informer le conseil et de faire enregistrer cette situation dans le procès-verbal de la réunion. Il ne pourra pas prendre part à la réunion (mais il sera compté dans le quorum). A l'assemblée générale suivante, avant toute autre résolution à voter, un rapport spécial devra être établi sur toutes transactions dans lesquelles un des administrateurs peut avoir un intérêt personnel opposé à celui de la Société.

Art. 14. Surveillance de la société. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire. L'actionnaire unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires, désignera le ou les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six années.

Dans le cas où la Société dépasserait les critères requis par l'article 215 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, l'institution du commissaire aux comptes sera supprimée et un ou plusieurs réviseurs d'entreprises, choisis parmi les membres de l'institut des réviseurs d'entreprises, seront désignés par l'actionnaire unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires, par l'assemblée générale, qui fixera la durée de leur mandat qui ne pourra pas excéder six années.

Chapitre V. Année sociale, Adoption des états financiers, Affectation

Art. 15. Année sociale. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Adoption des états financiers. Chaque année, lors de l'assemblée générale annuelle, l'administrateur unique, ou en cas de pluralité d'administrateurs, le Conseil d'Administration, présentera à l'assemblée pour adoption les états financiers concernant l'exercice fiscal précédent et l'assemblée examinera et, si elle le juge bon, adoptera les états financiers.

Après adoption des états financiers, l'assemblée générale annuelle se prononcera, par vote séparé, sur la décharge à donner à l'administrateur unique, ou en cas de pluralité d'administrateurs, aux administrateurs et au Commissaire, pour tout engagement de la Société, résultant de ou relatif à toute perte ou dommage résultant de ou en connexion avec des actes ou omissions faits par l'administrateur unique, ou en cas de pluralité d'administrateurs, par les administrateurs, les responsables et le Commissaire, effectués de bonne foi, sans négligence grave.

Une décharge ne sera pas valable si le bilan contient une omission ou une information fautive ou erronée sur l'état réel des affaires de la Société ou reproduit l'exécution d'actes non permis par les présents statuts à moins qu'ils n'aient été expressément spécifiés dans l'avis de convocation.

Art. 17. Affectation des bénéfices annuels. Des bénéfices nets annuels de la Société, cinq pour cent seront affectés à la réserve requise par la loi. Cette affectation cessera d'être exigée lorsque le montant de la réserve légale aura atteint un dixième du capital social souscrit.

L'actionnaire unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires, dispose librement du bénéfice net annuel.

Des dividendes intérimaires peuvent être versés en conformité avec les conditions prévues par la loi au moment où le paiement est effectué.

Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

Art. 18. Liquidation de la société. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs qui pourront être des personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Le produit net de la liquidation sera distribué par le(s) liquidateur(s) à l'actionnaire unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires, aux actionnaires, proportionnellement à leur participation dans le capital social.

Chapitre VII. Dispositions générales

Art. 19. Modification des statuts. Les présents Statuts pourront être modifiés, périodiquement par l'actionnaire unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires, par une assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, concernant les sociétés commerciales.

Art. 20. Loi applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique des présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera en 31 décembre 2016.
- 2) La première assemblée générale annuelle de l'actionnaire unique, ou en cas de pluralité des actionnaires, l'assemblée générale annuelle des actionnaires, aura lieu en 2017.

Souscription et libération

Toutes les trente-et-un mille (31.000) actions de la Société sont souscrites par Monsieur Philippe LAMBERT, prénommé et représenté comme ci-avant.

Toutes les actions sont entièrement libérées en espèces de sorte que la somme de trente-et-un mille euros (EUR 31.000,-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et déclare expressément qu'elles sont remplies.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution au droit fixe d'enregistrement, s'élève à environ mille cinq cents euros (1.500,- EUR).

Résolutions de l'actionnaire unique:

Et aussitôt l'actionnaire unique, représentant l'intégralité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoqué, s'est réuni en assemblée générale. Après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, il a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à un (1) et le nombre de commissaires à un (1).
2. La personne suivante est nommée administrateur unique:

M. Philippe LAMBERT, expert-comptable, né à Liège (Belgique) le 2 décembre 1971, ayant son adresse professionnelle au 4, rue de Kleinbettingen, L-8362 Grass

3. La personne suivante a été nommée commissaire aux comptes:

FISCOGES, Société à responsabilité limitée constituée et existant suivant les lois du Luxembourg, ayant son siège social L-8362 Grass, 4, rue de Kleinbettingen et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 174.051.

4. Les mandats de l'administrateur et du commissaire prendront fin lors de l'assemblée générale statutaire de 2021.
5. L'adresse du siège social de la Société est établie à L-2449 Luxembourg, 41, boulevard Royal.

Dont acte, fait et passé à Redange-sur-Attert en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la requête des mêmes personnes comparantes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: V. PIERRU, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch A.C., le 17 décembre 2015. Relation: DAC/2015/22008. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Jeannot THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande

Redange-sur-Attert, le 28 décembre 2015.

Référence de publication: 2015211794/531.

(150237313) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2015.

Huhtalux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 98.010.

In the year two thousand and fifteen (2015), on the thirtieth (30th) day of November,

Before Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg,

were adopted the resolutions of the sole shareholder of Huhtalux S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg trade and companies register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under registration number 98010 (the Company).

The Company was incorporated on 10 December 2003 pursuant to a deed of Maître Alphonse Lentz, notary public residing in Remich, Grand Duchy of Luxembourg, which has been published in the Luxembourg official gazette (Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) (the Official Gazette) number 127 on 30 January 2004. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended for the last time on 12 June 2013 pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary public residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Official Gazette number 1884 on 5 August 2013.

THERE APPEARED:

Huhtalux Supra S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg trade and companies register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under registration number 98011 (the Sole Shareholder),

duly and validly represented for the purpose hereof by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, clerck de notaire, with professional address at Pétange, by virtue of a proxy given under private seal.

Said proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder of the Sole Shareholder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Sole Shareholder, duly and validly represented as stated above, has requested the undersigned notary to record that:

I. all the forty-six million six hundred and ninety-eight thousand six hundred and one (46,698,601) ordinary shares of the Company, with a nominal value of one euro (EUR1) each, and the three million three hundred one thousand four hundred (3,301,400) preferred shares of the Company, with a nominal value of one euro (EUR1) each, representing the entire share capital of the Company amounting to fifty million one euro (EUR50,000,001), are present or duly and validly represented so that the Sole Shareholder may validly resolve on all the items outlined in paragraph II below;

II. the Sole Shareholder has been called in order to resolve on the following items:

(1) Reduction of the share capital of the Company by an aggregate amount of forty-nine million nine hundred and eighty-seven thousand five hundred and one euro (EUR49,987,501) in order to bring it from its current amount of fifty million one euro (EUR50,000,001) down to a new amount of twelve thousand five hundred euro (EUR12,500);

(2) Subsequent cancellation of forty-six million six hundred and eighty-six thousand nine hundred and twenty-six (46,686,926) ordinary shares of the Company, with a nominal value of one euro (EUR1) each, and three million three hundred thousand five hundred and seventy-five (3,300,575) preferred shares of the Company, with a nominal value of one euro (EUR1) each, representing an aggregate nominal value of forty-nine million nine hundred and eighty-seven thousand five hundred and one euro (EUR49,987,501), and allocation of the aggregate nominal value of such shares to the capital surplus account (compte 115 du plan comptable normalisé luxembourgeois en date du 10 juin 2009 - Apport en capitaux propres non rémunéré par des titres) of the Company;

(3) Subsequent amendment of article 5.1 of the articles of association of the Company in order to reflect the changes performed to the share capital of the Company contemplated under items (1) and (2) above;

(4) Amendment of the register of shares of the Company in order to reflect the changes performed to the share capital of the Company contemplated under items (1) and (2) above with power and authority granted to any manager of the Company or to Allen & Overy, société en commandite simple, registered on list V of the Luxembourg bar, each one of them acting individually with full power of substitution, to proceed in the name and on behalf of the Company to the registration of the said changes in the register of shares of the Company and to see to any formalities required, necessary or useful in connection therewith; and

(5) Miscellaneous.

III. after due and careful consideration, the Sole Shareholder has adopted the following resolutions:

First resolution

After due consideration of the content of certain interim financial statements of the Company as at 31 October 2015, the Sole Shareholder resolves to reduce the share capital of the Company by an aggregate amount of forty-nine million nine hundred and eighty-seven thousand five hundred and one euro (EUR49,987,501) in order to bring it from its current amount of fifty million one euro (EUR50,000,001) down to a new amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by eleven thousand six hundred and seventy-five (11,675) ordinary shares of the Company, with a nominal value of one euro (EUR1) each, and eight hundred and twenty-five (825) preferred shares of the Company, with a nominal value of one euro (EUR1) each, and with such rights and obligations as set out in the Articles.

Second resolution

Further to the adoption of the foregoing resolution, the Sole Shareholder resolves to proceed with the cancellation of forty-six million six hundred and eighty-six thousand nine hundred and twenty-six (46,686,926) ordinary shares of the Company, with a nominal value of one euro (EUR1) each, and three million three hundred thousand five hundred and seventy-five (3,300,575) preferred shares of the Company, with a nominal value of one euro (EUR1) each (the Cancelled Shares).

As a result of the above, the Sole Shareholder resolves to allocate the aggregate nominal value of the Cancelled Shares amounting to forty-nine million nine hundred and eighty-seven thousand five hundred and one euro (EUR49,987,501) to the capital surplus account (compte 115 du plan comptable normalisé luxembourgeois en date du 10 juin 2009 - Apport en capitaux propres non rémunéré par des titres) of the Company.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 5.1 of the Articles which will now read as follows:

“ 5.1. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) represented by eleven thousand six hundred and seventy-five (11,675) ordinary shares in registered form with a par value of one euro (EUR 1.-) each, and eight hundred and twenty-five (825) preferred shares in registered form with a par value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid-up.”

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the register of shares of the Company in order to reflect the above changes and hereby empowers and authorises any manager of the Company, or Allen & Overy, société en commandite simple, registered on list V of the Luxembourg bar, each one of them acting individually with full power of substitution under their sole signature, to proceed in the name and on behalf of the Company to the registration in the register of shares of the Company of all the above changes, including, for the avoidance of doubt, the signature of the said register, and to see to any formalities in connection therewith with the Luxembourg trade and companies register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) and to the relevant publication in the Official Gazette and more generally to accomplish any and all formalities which may be required, necessary or simply useful in connection with and for the purpose of the implementation of the above resolutions.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of the Sole Shareholder, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the proxyholder of the Sole Shareholder, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed is drawn in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the Sole Shareholder which is known by the undersigned notary by his/her surname, name, civil status and residence, the proxyholder of the Sole Shareholder signed together with us, the notary, the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze (2015), le trentième (30^{ème}) jour du mois de novembre,

Par devant Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg,

ont été adoptées les résolutions de l'associé unique de Huhtalux S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant conformément aux lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social sis 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro d'immatriculation B 98010 (la Société).

La Société a été constituée le 10 décembre 2003 suivant un acte de Maître Alphonse Lentz, notaire de résidence à Remich, Grand-Duché de Luxembourg, non encore publié au Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le Journal Officiel) numéro 127 le 30 janvier 2004. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois le 12 juin 2013 suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence au Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, publié au Journal Officiel numéro 1884 le 5 août 2013.

A COMPARU:

Hutalux Supra S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et existant conformément aux lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social sis 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand-Duché du Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro d'immatriculation B 98011 (l'Associé Unique),

dûment et valablement représentée à l'effet des présentes par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, clerc de notaire, ayant son adresse professionnelle sise à Pétange, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été paraphée ne varietur par le mandataire de l'Associé Unique et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique, dûment et valablement représenté à l'effet des présentes comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de prendre acte de ce que:

I. l'ensemble des quarante-six millions six cent quatre-vingt-dix-huit mille six cent une (46.698.601) parts sociales de la Société, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR1) chacune, et trois millions trois cent un mille quatre cents (3.301.400) actions de préférence de la Société, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR1) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société s'élevant à cinquante millions et un euros (EUR50.000.001), sont présentes ou dûment et valablement représentées, de telle sorte que l'Associé Unique peut valablement décider les points figurant au paragraphe II ci-dessous;

II. l'Associé Unique a été convoqué à l'effet de se prononcer sur les points suivants:

(1) Réduction du capital social de la Société d'un montant total de quarante-neuf millions neuf cent quatre-vingt-sept mille cinq cent un euros (EUR49.987.501) à l'effet de le porter de son montant actuel de cinquante millions et un euros (EUR50.000.001) à un nouveau montant de douze mille cinq cents euros (EUR12.500);

(2) Annulation corrélative de quarante-six millions six cent quatre-vingt-six mille neuf cent vingt-six (46.686.926) parts sociales ordinaires de la Société, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR1) chacune, et trois millions trois cent mille cinq cent soixante-quinze (3.300.575) actions de préférence de la Société, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR1) chacune, représentant un montant total de quarante-neuf millions neuf cent quatre-vingt-sept mille cinq cent un euros (EUR49.987.501), et allocation de la valeur nominale totale desdites parts sociales au compte capital surplus (compte 115 du plan comptable normalisé luxembourgeois - Apport en capitaux propres non rémunéré par des titres) de la Société;

(3) Modification corrélative de l'article 5.1 des statuts de la Société afin de refléter les changements apportés au capital social de la Société envisagés aux points (1) et (2) ci-dessus;

(4) Modification du registre des parts sociales de la Société dans l'objectif de refléter les changements opérés sur le capital social de la Société envisagés aux points (1) et (2) avec procuration et pouvoirs conférés à tout gérant de la Société ou à Allen & Overy, société en commandite simple, inscrite sur la liste V du barreau du Luxembourg, chacun agissant individuellement avec plein pouvoir de substitution, pour agir au nom et pour le compte de la Société pour effectuer lesdits changements dans le registre des parts sociales de la Société et pour effectuer toutes les formalités exigées, nécessaires ou utiles en lien avec et pour les besoins de la mise en oeuvre des résolutions ci-dessus; et

(5) Divers.

III. après avoir dûment considéré ce qui précède, l'Associé Unique adopte les résolutions suivantes:

Première résolution

Après avoir pris note des comptes intérimaires de la Société au 31 octobre 2015, l'Associé Unique décide de réduire le capital social de la Société d'un montant total de quarante-neuf millions neuf cent quatre-vingt-sept mille cinq cent un euros (EUR49.987.501) à l'effet de le porter de son montant actuel de cinquante millions et un euros (EUR50.000.001) à un nouveau montant de douze mille cinq cents euros (EUR12.500), représenté par onze mille six cent soixante-quinze (11.675) parts sociales ordinaires de la Société, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR1) chacune, et huit cent vingt-cinq (825) actions de préférence de la Société, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR1) chacune, et conférant les droits et obligations prévus par les Statuts.

Deuxième résolution

Suite à l'adoption de la résolution précédente, l'Associé Unique décide de procéder à l'annulation de quarante-six millions six cent quatre-vingt-six mille neuf cent vingt-six (46.686.926) parts sociales ordinaires de la Société, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR1) chacune, et trois millions trois cents mille cinq cent soixante-quinze (3.300.575) actions de préférence de la Société, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR1) chacune (les Parts Sociales Annulées).

En conséquence de ce qui précède, l'Associé Unique décide d'allouer la valeur nominale totale des Parts Sociales Annulées s'élevant à quarante-neuf millions neuf cent quatre-vingt-sept mille cinq cent un euros (EUR49.987.501) au compte capital surplus (compte 115 du plan comptable normalisé luxembourgeois en date du 10 juin 2009 - Apport en capitaux propres non rémunéré par des titres) de la Société.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'article 5.1 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« 5.1. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR12.500), représenté par onze mille six cent soixante-quinze (11.675) parts sociales ordinaires sous forme nominative d'une valeur nominale d'un euro (EUR1) chacune et huit cent vingt-cinq (825) actions de préférence sous forme nominative d'une valeur nominale d'un euro (EUR1) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.»

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de modifier le registre de parts sociales de la Société afin de refléter les changements ci-dessus et donne pouvoir et autorise tout gérant de la Société ou Allen & Overy, société en commandite simple, inscrite à la liste V du barreau de Luxembourg, chacun d'eux agissant individuellement, avec tous pouvoirs de substitution sous leur seule signature, afin de procéder au nom et pour le compte de la Société aux modifications susmentionnées dans le registre de parts sociales de la Société, y compris, pour éviter tout doute, la signature dudit registre, afin d'accomplir toutes les formalités en rapport le Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et à la publication au Journal Officiel et plus généralement, afin d'accomplir toutes les formalités qui pourraient être requises, nécessaires ou simplement utiles en lien avec et pour les besoins de la mise en oeuvre des résolutions ci-dessus.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle anglais, certifie qu'à la demande du mandataire de l'Associé Unique, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la demande du même mandataire de l'Associé Unique et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg, à la date indiquée au début de cet acte notarié.

Cet acte notarié, ayant été lu au mandataire de l'Associé Unique, qui est connu du notaire par son nom, prénom, état civil et résidence, ledit mandataire de l'Associé Unique a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 03 décembre 2015. Relation: EAC/2015/28792. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2015212416/191.

(150238193) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

**HIGHSTREET Premium I HoldCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Highstreet VI HoldCo S.à r.l.).**

Capital social: EUR 100.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 201.838.

In the year two thousand and fifteen, on the eighteenth day of December.

Before, Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

HIGHSTREET VI TopCo Ltd., a company incorporated under the laws of Guernsey, having its registered office at Redwood House St Julian's Avenue St Peter Port, Guernsey, GY1 1WA, and registered with the Companies Register of Guernsey under number 61241 (the "Sole Shareholder"),

hereby represented by Tessy BODEVING, private employee, professionally residing in Diekirch, by virtue of a proxy given on 16 December 2015.

The above mentioned proxy, signed by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record that the Sole Shareholder is the sole shareholder of HIGHSTREET VI HoldCo S.à r.l., a limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of one hundred thousand Euro (EUR 100,000.-), whose registered office is at 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of the undersigned notary of 25 November 2015, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 201838 (the "Company"). The articles of association of the Company have not yet been amended.

The Sole Shareholder, represented as above mentioned, has recognised to be duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1. To change the name of the Company into "HIGHSTREET Premium I HoldCo S.à r.l."
2. Amendment of article 1 of the articles of association of the Company.

3. Miscellaneous.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to change the name of the Company into HIGHSTREET Premium I HoldCo S.à r.l.

Second resolution

As a consequence of the preceding resolution, the Sole Shareholder resolved to amend article 1 of the articles of association of the Company which shall forthwith read as follows:

“ **Art. 1. Name.** There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) by the name of “HIGHSTREET Premium I HoldCo S.à r.l.” (the Company).”

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated at approximately EUR 1,100.- (one thousand one hundred Euro).

WHEREOF, the present deed was drawn up in Diekirch, on the day named at the beginning.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a German version; at the request of the same appearing party and in case of divergences between the English and German texts, the English version shall prevail.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by its surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary this original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am achtzehnten Dezember.

Vor Maître Edouard DELOSCH, Notar mit Amtswohnsitz in Diekirch, Großherzogtum Luxemburg.

IST ERSCHIENEN,

HIGHSTREET VI TopCo Ltd., einer nach dem Recht von Guernsey gegründeten Gesellschaft, mit Gesellschaftssitz in Redwood House St Julian's Avenue St Peter Port, Guernsey, GY1 1WA, eingetragen im Gesellschaftsregister von Guernsey unter der Nummer 61241 (die „Alleingeschafterin“),

hier vertreten durch Tessy BODEVING, Privatangestellte, mit Berufsanschrift in Diekirch, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift, ausgestellt am 16. Dezember 2015.

Vorbezeichnete Vollmacht wird nach Unterzeichnung ne varietur durch die erschienene Person und den Notar dieser Urkunde als Anlage beigefügt bleiben.

Die Alleingeschafterin hat den amtierenden Notar gebeten, zu beurkunden, dass die Alleingeschafterin die alleinige Geschafterin der HIGHSTREET VI HoldCo S.à r.l. ist, einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) unterliegend dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit einem Gesellschaftskapital in Höhe von einhunderttausend Euro (EUR 100.000,-), mit Gesellschaftssitz in 35, avenue Monterey, L-2163 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, gegründet gemäß Urkunde erstellt durch den unterzeichneten Notar vom 25. November 2015, noch nicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations veröffentlicht, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 201838 (die „Gesellschaft“). Die Satzung der Gesellschaft wurde noch nicht abgeändert.

Die Alleingeschafterin, wie vorstehend vertreten, erkennt ausdrücklich an, von den aufgrund der folgenden Tagesordnung zu fassenden Beschlüssen umfassende Kenntnis gehabt zu haben:

Tagesordnung

1. Änderung der Firmierung der Gesellschaft in „HIGHSTREET Premium I HoldCo S.à r.l.“.
2. Änderung von Artikel 1 der Satzung der Gesellschaft.
3. Verschiedenes.

Die Alleingeschafterin hat den amtierenden Notar gebeten folgende Beschlussfassungen aufzunehmen:

Erster Beschluss

Die Alleingeschafterin hat beschlossen, die Firmierung der Gesellschaft in HIGHSTREET Premium I HoldCo S.à r.l. abzuändern.

Zweiter Beschluss

Im Nachgang zu vorgehendem Beschluss hat die Alleingeschafterin beschlossen, Artikel 1 der Satzung der Gesellschaft abzuändern, um nunmehr wie folgt zu lauten:

„ **Art. 1. Name.** Es besteht hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) unter der Bezeichnung „HIGHSTREET Premium I HoldCo S.à r.l.“ (die Gesellschaft).“

Kosten

Die Kosten und Auslagen, die der Gesellschaft in Zusammenhang mit vorliegender Urkunde entstehen oder die sie zu tragen hat, belaufen sich auf ungefähr EUR 1.100,- (eintausend einhundert Euro).

WORÜBER, Urkunde erstellt in Diekirch am Datum, wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnete Notar, der der englischen Sprache mächtig ist, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen der erschienenen Partei diese Urkunde in englischer Sprache verfasst und mit einer deutschen Übersetzung versehen ist und dass im Falle einer Abweichung des englischen vom deutschen Text der englische Text maßgebend ist.

Nachdem die Urkunde der erschienenen Person, welche dem Notar mit Nachname, Vorname, Personenstand und Adresse bekannt ist, vorgelesen wurde, hat die erschienene Person zusammen mit dem Notar die vorliegende Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: T. BODEVING, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 21 décembre 2015. Relation: DAC/2015/22118. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Memorial C.

Diekirch, den 29. Dezember 2015.

Référence de publication: 2015212423/97.

(150238737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

**Invesco Real Estate - UK Residential S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Invesco Real Estate - UK Residential Fund S.à r.l.).**

Capital social: GBP 15.504,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 201.405.

In the year two thousand and fifteen, on the seventeenth day of December.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

INVESCO Real Estate Management S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (“société à responsabilité limitée”), having its registered office at 37A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (R.C.S. Luxembourg) under number B 133.753 (the “Sole Shareholder”),

here represented by Mrs Corinne PETIT, employee, with professional address at 74, Avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on December 9th, 2015.

Such proxy, having been signed “ne varietur” by the proxy-holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record as follows:

I. The appearing party is the sole shareholder of Invesco Real Estate - UK Residential Fund S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (“société à responsabilité limitée”), having its registered office at 37A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (R.C.S. Luxembourg) under number B 201.405, incorporated pursuant to a deed enacted by the undersigned notary on September 23rd, 2015, not yet published in the “Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations” (the “Company”).

II. The 15,504 (fifteen thousand five hundred four) shares, with a par value of GBP 1 (one Pound Sterling) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Sole Shareholder expressly states having been duly informed beforehand.

III. The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Approval of the change of name of the Company from “Invesco Real Estate - UK Residential Fund S.à r.l.” to “Invesco Real Estate - UK Residential S.à r.l.”;

2. Subsequent amendment to article 1 of the articles of association of the Company; and

3. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to change the name of the Company from “Invesco Real Estate - UK Residential Fund S.à r.l.” to “Invesco Real Estate - UK Residential S.à r.l.” with effect as at the date hereof.

Second resolution

The Sole Shareholder subsequently resolved to amend article 1 of the articles of association of the Company to read as follows:

" **Art. 1. Form, Name.** A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Invesco Real Estate - UK Residential S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons and entities who may become members thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation."

The rest of the articles of association of the Company remains unchanged.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection to the present deed, are estimated at about EUR 1,200 (one thousand two hundred euro).

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above mentioned appearing person, the present deed is worded in English, followed by a German version. On request of the same persons and in case of discrepancies between the English and the German text, the English version will prevail.

In faith of which we, the undersigned notary, has set hand and seal in Luxembourg, on the date at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder, the latter signed with us, the notary, the present original deed.

Es Folgt die Deutsche Übersetzung des Obenstehenden Texts

Im Jahre zweitausendfünfzehn, den siebzehnten Dezember.

Vor der unterzeichneten Notarin Maître Martine SCHAEFFER, Notarin mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

INVESCO Real Estate Management S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung luxemburgischen Rechts mit Sitz in 37A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg und im Luxemburger Handelsregister unter Nummer B 133.753 eingetragen,

hier vertreten durch Frau Corinne PETIT, Angestellte, mit beruflicher Anschrift in 74, Avenue Victor Hugo, L-1750 Luxemburg, auf Grund einer am 9. Dezember 2015 privatschriftlich erteilten Vertretungsvollmacht.

Diese Vollmacht, welche durch den oben benannten Vertreter und die unterzeichnende Notarin "ne varietur" unterzeichnet wurde, wird mit dieser Urkunde verbunden bleiben, um zusammen mit dieser registriert zu werden.

Die erschienene Person, vertreten wie oben angeführt, hat die unterzeichnende Notarin ersucht, folgendes zu Protokoll zu nehmen:

I. Die erschienene Person ist alleinige Gesellschafterin der Invesco Real Estate - UK Residential Fund S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung luxemburgischen Rechts, mit Sitz in 37A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg und im Luxemburger Handelsregister unter Nummer B 201.405 eingetragen, gegründet gemäß notarieller Urkunde, aufgenommen durch die unterzeichnende Notarin am 23. September 2015, welche noch nicht im "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" veröffentlicht wurde (die "Gesellschaft").

II. Alle 15,504 (fünfzehntausendfünfhundertvier) Anteile der Gesellschaft mit einem Nennwert von jeweils GBP 1 (ein Britisches Pfund), welche das gesamte Gesellschaftskapital repräsentieren, sind vertreten, so dass die Versammlung rechtsgültig über die Tagesordnung abstimmen kann, über welche der alleinige Gesellschafter vor der Versammlung ordnungsgemäß informiert wurde.

III. Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

Tagesordnung

1. Änderung der Bezeichnung der Gesellschaft von "Invesco Real Estate - UK Residential Fund S.à r.l." in "Invesco Real Estate -UK Residential S.à r.l.";

2. Anschließende Änderung des Artikels 1 der Satzung der Gesellschaft; und

3. Verschiedenes.

Sodann traf die Versammlung nach Beratung folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Der alleinige Gesellschafter beschließt, die Gesellschaftsbezeichnung von "Invesco Real Estate - UK Residential Fund S.à r.l." in "Invesco Real Estate - UK Residential S.à r.l." zu ändern.

Zweiter Beschluss

Der alleinige Gesellschafter beschließt infolge dessen, den Artikel 1 der Satzung der Gesellschaft wie folgt zu ändern:

" **Art. 1. Form, Name.** Hiermit wird von der erscheinenden Partei und allen anderen Personen und Unternehmen, die gegebenenfalls zu einem späteren Zeitpunkt Gesellschafter werden, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen "Invesco Real Estate - UK Residential S.à r.l." (die "Gesellschaft") gegründet. Die Gesellschaft unterliegt diesem Gesellschaftsvertrag und dem anwendbaren Recht."

Die übrigen Bestimmungen der Satzung der Gesellschaft bleiben unberührt.

Kosten

Die Kosten, Honorare und Auslagen, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde entstehen und von dieser getragen werden, werden auf ungefähr EUR 1.200 (eintausendzweihundert Euro) geschätzt.

Die unterzeichnende Notarin, welche die englische Sprache spricht und versteht, bestätigt hiermit, dass auf Anweisung der oben erschienenen Partei die vorliegende Urkunde in englischer Sprache verfasst ist und durch eine deutsche Fassung ergänzt wird sowie dass auf Antrag derselben erschienenen Partei im Falle von inhaltlichen Unterschieden zwischen den sprachlichen Versionen die englische Fassung maßgebend ist.

Worüber diese Urkunde, geschehen und aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie Eingangs erwähnt, ergeht.

Nachdem diese Urkunde dem Vertreter der erscheinenden Partei, welcher dem unterzeichnenden Notar durch Vorname, Familienname, Familienstand und Wohnort bekannt ist, vorgelesen wurde, hat er zusammen mit der Notarin diese Urkunde unterzeichnet.

Signé: C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 22 décembre 2015. 2LAC/2015/29516. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 2015.

Référence de publication: 2015212438/112.

(150238283) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Intellectual Property Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 137.489.

DISSOLUTION

In the year two thousand fifteen, on the sixteenth day of December

Before Maître Blanche MOUTRIER, notary residing in Esch-sur-Alzette,

appeared:

Mrs Maureen Beatrice HEPBURN, director of companies, residing at 20 Brae Wynd, Inverurie Aberdeenshire AB51 5SB, Scotland,

duly represented by Mrs Vanessa ROUSSEAU, Private employee, residing professionally at L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt by virtue of a proxy delivered to her.

The proxy signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary shall remain annexed to the present deed in order to be submitted with it to the registration formalities.

the sole shareholder declared the following and requested the notary to act:

I. INTELLECTUAL PROPERTY HOLDINGS S.A. (the "Company"), having its registered office at L-2530 Luxembourg, 10A, Rue Henri M. Schnadt, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg, section B number 137.489, has been incorporated by deed of Maître Blanche MOUTRIER, notary residing in Esch-sur-Alzette, on 2nd april 2008 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 28th april 2008, number 1045.

II. The Principal is the owner of THREE HUNDRED TEN (310) shares with a par value of ONE HUNDRED EUROS (EUR 100.-) each, representing the entire outstanding share capital of the Company.

III. The Principal declares that he has full knowledge of the financial standing and position of the Company.

IV. The Principal as the sole shareholder makes an explicit declaration to proceed with the dissolution of the Company.

V. The Principal declares that all the liabilities of the Company have been paid and that he has received or will receive all assets of the Company and the Principal acknowledges that he will assume all outstanding liabilities (if any) of the Company after its dissolution, and the Principal declares that consequently the liquidation of the Company is completed.

VI. The Company authorises the Principal and any authorised officers of the Principal to sign such other documents and deeds that may be required to dissolve the Company.

VII. The Principal gives discharge to all directors and the statutory auditor of the Company in respect of their mandate up to this date.

VIII. The shares of the Company shall be cancelled.

IX. The corporate books and accounts of the Company will be kept for a period of five years at the former registered office of the Company at L-2530 Luxembourg, 10A, Rue Henri M. Schnadt.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document.

After the document had been read, the aforementioned Proxyholder signed the present original deed with me, the undersigned notary.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on the request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version shall prevail.

Suit la traduction du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le seize décembre

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette,

a comparu:

Madame Maureen Beatrice HEPBURN, administrateur de sociétés, demeurant à 20 Brae Wynd, Inverurie Aberdeenshire AB51 5SB, Scotland,

ici représentée par Madame Vanessa ROUSSEAU, employée privée, demeurant professionnellement au L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

La procuration signée ne varietur par la partie comparante et le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Le Mandataire a déclaré et a requis le notaire d'acter:

I. Que INTELLECTUAL PROPERTY HOLDINGS S.A. ("la Société"), ayant son siège social à L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, Section B number 137.489, a été constituée suivant acte reçu par Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 2 avril 2008 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 28 avril 2008, numéro 1045.

II. Que le Mandant est le propriétaire de TROIS CENT DIX actions d'une valeur nominale de CENT EUROS (EUR 100,-) chacune, représentant l'entière du capital émis de la Société.

III. Que le Mandant déclare avoir parfaite connaissance de la situation financière et de l'état financier de la susdite Société.

IV. Que le Mandant en tant qu'actionnaire unique, déclare expressément procéder à la dissolution de la Société.

V. Que le Mandant déclare que le passif de la Société a été apuré et qu'il a reçu ou recevra tous les actifs de la Société et reconnaît qu'il sera tenu des obligations (le cas échéant) de la Société après sa dissolution et le Mandant déclare en conséquence que la liquidation de la Société doit être clôturée.

VI. Que la Société autorise le Mandant, ainsi que les délégués du Mandant dûment autorisés, à signer les documents et actes pouvant être requis pour dissoudre la Société.

VII. Que décharge pleine et entière est accordée par le Mandant aux administrateurs et au réviseur de la Société pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

VIII. Qu'il sera procédé à l'annulation des actions de la Société.

IX. Que les livres et comptes de la Société seront conservés pendant cinq ans à son ancien siège social à L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, le Mandataire pré-mentionné a signé ensemble avec le notaire instrumentant le présent acte.

A la demande du comparant, le notaire, qui parle et comprend l'anglais, a établi le présent acte en anglais et sur décision du comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Vanessa Rousseau, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 17 décembre 2015. Relation: EAC/2015/30227. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 28 décembre 2015.

Référence de publication: 2015212435/83.

(150238029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Regenbogenzwei S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 112.032.

Nous vous informons par la présente de la démission de la société Zimmer & Partners S.A. (anciennement Zimmer & Partners S.à r.l.) dont le siège social est situé au 50, rue Charles Martel L-2134 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 151.507, en tant que Commissaire aux Comptes de la société Regenbogenzwei S.A avec effet au 30 Décembre 2015.

Luxembourg, le 30 Décembre 2015.

Zimmer & Partners S.A.

Référence de publication: 2016003234/13.

(160001737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2016.

Naborien S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5369 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 202.636.

STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-one of December.

Before Us Me Jean SECKLER, notary residing at Junglinster, (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned;

THERE APPEARED:

MAS Luxembourg, a private limited liability company incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, registered at the Luxembourg Trade and Companies Registry under the number B 91.999, having its registered office at L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann,

represented by Mrs Cristiana VALENT, employee, with professional address in Junglinster, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Said power of attorney, after having been signed ne varietur by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

Such appearing party, represented as stated above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

Art. 1. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the “Company”), and in particular the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the “Law”), as well as by the articles of association (hereafter the “Articles”), which specify in the articles 7, 10, 11 and 14 the exceptional rules applying to one member company.

Art. 2. The object of the Company is the acquisition of participations, interests and units, in Luxembourg or abroad, in any form whatsoever and the management of such participations, interests and units. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever.

The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, even not substantial, or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any affiliated company belonging to the same group as the Company (hereafter referred as the “Connected Companies”). It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its Connected Companies.

The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets. The Company may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents and/or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

The Company may carry out any commercial and/or financial transactions with respect to direct or indirect investments in movable and immovable property including but not limited to acquiring, owning, hiring, letting, leasing, renting, dividing,

draining, reclaiming, developing, improving, cultivating, building on, selling or otherwise alienating, mortgaging, pledging or otherwise encumbering movable or immovable property.

The above description is to be understood in the broadest senses and the above enumeration is not limiting.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The private limited liability Company will have the name “Naborien S.à r.l.”.

Art. 5. The registered office is established in the municipality of Schuttrange.

It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its partners deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. The capital is set at twelve thousand five hundred euro (12.500.- EUR) divided into twelve thousand five hundred (12,500) share quotas of one euro (1.- EUR) each.

Art. 7. The capital may be changed at any time by a decision of the single partner or by decision of the partners' meeting, in accordance with article 14 of these Articles.

Art. 8. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 9. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. In case of a single partner, the Company's shares held by the single partner are freely transferable.

In the case of plurality of partners, the shares held by each partner may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

Art. 11. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single partner or of one of the partners.

Art. 12. The Company is managed by one or more managers who need not to be shareholders.

If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers (“conseil de gérance”).

The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of shareholders holding a majority of votes.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the single signature of any of the members of the board of managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of this agency.

The board of managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by election among managers present at the meeting.

The board of managers may elect a secretary from among its members.

The meetings of the board of managers are convened by any manager.

The board of managers may validly debate without prior notice if all the managers are present or represented.

A manager can be represented at a meeting by another member of the board of managers.

The board of managers can only validly debate and take decisions if a majority of its members is present or represented by proxies and provided that at least two managers are physically present. Any decisions by the board of managers shall be adopted by a simple majority. The minutes of the meeting will be signed by all the managers present at the meeting.

One or more managers may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members having participated.

The board of managers may pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, e-mail or any other similar means of communication. The entirety will form the minutes giving

evidence of the resolution. Such resolutions can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the board of managers.

Art. 13. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 14. The single partner assumes all powers conferred to the general partner meeting.

In case of a plurality of partners, each partner may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares which he owns. Each partner has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority of the partners owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

Art. 15. The Company's year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December.

Art. 16. Each year, with reference to 31st of December, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 17. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the partner(s) commensurate to his/ their shareholding in the Company.

The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers is authorized to decide and to distribute interim dividends at any time, under the following conditions:

1. The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers will prepare interim statement of accounts which are the basis for the distribution of interim dividends;

2. These interim statement of accounts shows that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits as per the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve in accordance with the Law or these Articles.

Art. 18. At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, partners or not, appointed by the partners who shall determine their powers and remuneration.

Art. 19. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory disposition

The first fiscal year shall begin on the date of the incorporation and terminate on the 31st of December 2016.

Subscription and payment of the sharequotas

The share quotas are subscribed by the shareholders as follows:

MAS Luxembourg, prenamed.	12,500
Total: twelve thousand five hundred	12,500

All the share quotas have been totally paid up so that the amount of twelve thousand five hundred euro (12.500.- EUR) is from this day on at the free disposal of the corporation and proof thereof has been given to the undersigned notary, who expressly attests thereto.

Costs

The amount, approximately at least, of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charged to the company as a result of its formation, is approximately valued at one thousand two hundred and eighty euro.

Extraordinary general meeting

The shareholders, representing the entire corporate capital and considering themselves duly convened have immediately proceeded to an extraordinary general meeting and have unanimously resolved:

1.- The registered office is established in L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann

2.- The meeting appoints as managers:

- Mr. Steven CURFS, Maître en Droit, born in Gouda on 7 February 1979 with professional address at 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach; and

- Mr. Fabrice LEGRAND, chartered-accountant, born in Verviers on 13 November 1971 with professional address at 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach.

3.- The corporation will be validly bound by the sole signature of one manager.

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version; on the request of the same appearing parties and in case of divergence between the English and the French text, the French version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing parties, known to the notary, by surnames, Christian names, civil status and residences, the said person appearing signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-et-un décembre.

Pardevant Nous Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

MAS Luxembourg, une société à responsabilité limitée constituée et existante sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 91.999, ayant son siège social à L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann,

ici représentée par Madame Cristiana VALENT, employée, ayant son adresse professionnelle à Junglinster, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par la mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après "La Société"), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après "La Loi"), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après "les Statuts"), lesquels spécifient en leurs articles 7, 10, 11 et 14, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2.

2.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par voie de souscription, achat, échange ou de toute autre manière des actions, parts et autres valeurs mobilières, obligations, bons de caisse, certificats de dépôt et autres instruments de dettes et plus généralement toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée.

2.2. La Société pourra également apporter toute assistance financière, que ce soit sous forme de prêts, d'octroi de garanties ou autrement, à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci ne soit substantiel, ou à toute société qui serait actionnaire direct ou indirect de la Société, ou encore à toute société appartenant au même groupe que la Société (ci-après reprise comme les «Sociétés Apparentées»). La Société pourra accorder toute garantie, fournir tout gage ou toute autre forme de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tout contrat ou obligation de la Société ou de Sociétés Apparentées

2.3. La Société pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets et/ou autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

2.4. La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, change, taux d'intérêt et autres risques.

2.5. La Société peut faire toutes opérations commerciales et/ou financières en relation directe ou indirecte avec des investissements de propriété mobiliers et immobiliers y compris mais non limité à l'acquisition, la possession, le louage, la location, le leasing, le bail, la division, le drainage, la réclamation, le développement, l'amélioration, la culture, la construction, la vente ou toute autre aliénation, hypothèque, gage ou toute autre obstruction de propriété mobilière ou immobilière.

2.6. L'énumération qui précède est purement énonciative et non limitative.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société à responsabilité limitée aura la dénomination "Naborien S.à r.l.".

Art. 5. Le siège social est établi dans la commune de Schuttrange.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège sociale peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (12.500.- EUR) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'un euro (1.- EUR) chacune.

Art. 7. Le capital peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants qui ne doivent pas obligatoirement être associés.

Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance.

Les gérants peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution des associés titulaires de la majorité des votes.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) a(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société est valablement engagée par la signature individuelle du gérant unique et, en cas de pluralité de gérants, par la signature individuelle de l'un des membres du conseil de gérance.

Le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de leurs pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, détermine les responsabilités et la rémunération quelconques (s'il y en a) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de son mandat.

Le conseil de gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président est empêché, un remplaçant sera élu parmi les membres présents à la réunion.

Le conseil de gérance peut élire un secrétaire parmi ses membres.

Les réunions du conseil de gérance seront convoquées par tout gérant.

Le conseil de gérance pourra valablement délibérer sans convocation lorsque tous les gérants seront présents ou représentés.

Un gérant peut être représenté à une réunion par un autre membre du conseil de gérance.

Le conseil de gérance ne pourra valablement délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations et qu'à tout le moins deux de ses membres soient physiquement présents. Toute décision du conseil de gérance doit être adoptée à une majorité simple. Les résolutions de la réunion seront signées par tous les gérants présents à la réunion.

Un ou plusieurs gérants peuvent participer à une réunion des gérants par conférence téléphonique ou par des moyens de communication similaires à partir du Luxembourg de telle sorte que plusieurs personnes pourront communiquer simultanément. Cette participation sera réputée équivalente à une présence physique lors d'une réunion. Cette décision pourra être documentée par un seul document ou par plusieurs documents séparés ayant le même contenu et signé(s) par les gérants y ayant participé.

Les membres du conseil de gérance ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur, e-mail ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble constitue le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue. Ces résolutions pourront être documentées par un seul document ou par plusieurs documents séparés ayant le même contenu et signé(s) par tous les membres du conseil de gérance.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. L'associé unique exerce tous pouvoirs qui lui sont conférés par l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 15. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 16. Chaque année, au trente-et-un décembre, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 17. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance est autorisé à décider et à distribuer des dividendes intérimaires, à tout moment, sous les conditions suivantes:

1. Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance préparera une situation intérimaire des comptes de la société qui constituera la base pour la distribution des dividendes intérimaires;

2. Ces comptes intérimaires devront montrer des fonds disponibles suffisants afin de permettre une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas excéder les bénéfices réalisés à la clôture de l'exercice fiscal précédent, augmenté du bénéfice reporté et réserves distribuables et diminué des pertes reportées et montants alloués à la réserve légale, en conformité avec la Loi ou les présents statuts.

Art. 18. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 19. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2016.

Souscription et libération des parts sociales

Les parts sociales ont été souscrites par les associés comme suit:

MAS Luxembourg, prénommée	12.500
Total: douze mille cinq cents parts sociales	12.500

Toutes les parts sociales ont été libérées intégralement en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500.- EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant qui le constate expressément.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élève à environ mille deux cent quatre-vingt euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt, les associés, représentant l'intégralité du capital social, et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1.- Le siège social est établi à L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

2.- L'assemblée désigne comme gérants de la société:

- Mr. Steven CURFS, Maître en Droit, né à Gouda le 7 février 1979 avec adresse professionnelle à L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann; et

- Mr. Fabrice LEGRAND, expert-comptable, né à Verviers le 13 novembre 1971 avec adresse professionnelle à L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

3.- La société est valablement engagée par la signature unique d'un gérant.

Constatation

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparants, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version française fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Cristiana VALENT, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 23 décembre 2015. Relation GAC/2015/11581. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015212662/323.

(150238744) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.

PSH S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 128.071.

Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique de la société en date du 18 décembre 2015 et du 23 décembre 2015

I. Il ressort des résolutions prises par l'actionnaire unique de la Société en date du 18 décembre 2015 et du 23 décembre 2015 que:

- l'actionnaire unique de la Société a accepté la démission de Monsieur Gabriel JEAN de ses fonctions d'administrateur unique de la Société avec effet au 23 décembre 2015;

- l'actionnaire unique de la Société a accepté la démission de MARBLEDEAL Luxembourg S.à r.l. de son mandat de commissaire aux comptes de la Société avec effet au 23 décembre 2015.

II. Il ressort des résolutions prises par l'actionnaire unique de la Société en date du 23 décembre 2015 que:

- l'actionnaire unique de la Société a décidé de nommer les personnes suivantes en tant qu'administrateurs de la Société, avec effet au 23 décembre 2015 et pour une durée allant jusqu'à la tenue de l'assemblée générale annuelle approuvant les comptes annuels de l'année 2020 de la Société:

* Monsieur Davy Beaucé, né le 30 décembre 1981 à Messancy (Belgique), demeurant au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg),

* Madame Daphné Charbonnet, née le 30 janvier 1979 à Caen (France), demeurant au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg),

* Monsieur Christophe Gammal, né le 9 août 1967 à Uccle (Belgique), demeurant au 174, route de Longwy, L-1940 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), et

* Monsieur Nicolas Poncelet, né le 16 juin 1979 à Arlon (Belgique), demeurant au 174, route de Longwy, L-1940 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

- l'actionnaire unique de la Société a décidé de nommer L.A.C., Luxembourg Accounting and Consulting S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois dont le siège social est situé au 174, route de Longwy, L-1940 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 183 273, en tant que commissaire aux comptes de la Société avec effet au 23 décembre 2015 pour une durée allant jusqu'à la tenue de l'assemblée générale annuelle approuvant les comptes annuels de l'année 2020 de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Senningerberg, le 24 décembre 2015.

Référence de publication: 2015212765/34.

(150238045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2015.
